

DK NEWS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

Mercredi 11 janvier 2023 / 18 Djoumada Al Thania 1444 - N° 3206 - 10^e année - Prix : Algérie : 10 DA. France : 1€



LES GUILLOTINÉS DU 8 JANVIER 1958
À CONSTANTINE

Quand la répression
coloniale atteint
son summum

P.3

CRÉATION DU LYCÉE PILOTE DES ARTS

Combler le vide culturel et
artistique chez la génération
montante (Tebboune)

P. 24

ASSAUT CONTRE DES
INSTITUTIONS DE L'ETAT
AU BRÉSIL

L'Algérie
condamne

P. 3

PROJET DE LOI RELATIF À LA PRÉVENTION ET LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT D'ARGENT
ET FINANCEMENT DU TERRORISME

Tabi : "un mécanisme pour renforcer la protection de l'économie nationale"

Le ministre de la Justice, garde des Sceaux, Abderrachid Tabi a affirmé, lundi, que le projet de loi relatif à la prévention et à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme "est un mécanisme qui sert à renforcer la protection de l'économie nationale et les systèmes financier et bancaire contre cette forme dangereuse de criminalité". Le projet de loi relatif à la prévention et à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme "s'inscrit dans le cadre de l'adaptation de la législation nationale aux évolutions internationales et la mise en conformité du système juridique avec les traités et conventions ratifiés par l'Algérie", a précisé M. Tabi lors d'une séance plénière du Conseil de la nation consacrée à la présentation et à l'examen dudit projet.

P.p 3-24



ENERGIE

Arkab : "2023 sera celle de la livraison des projets locaux d'électricité et de gaz"

P.6

ORTHOPÉDIE

Interventions chirurgicales au profit d'une quinzaine d'enfants souffrant de paralysie obstétricale du plexus brachial (spécialiste)

P.10

CARNAVAL "AYRAD" À BENI SNOUSS

Tradition millénaire perpétuée pour célébrer Yennayer

P.8

SANTÉ

SENIORS
L'activité physique permet de mieux vieillir

P.p 12-13

FOOTBALL

CHAN-2022

Le match d'ouverture Algérie-Libye sera diffusé dans au moins 66 pays (CAF)

P.p 21-22



ARCHÉOLOGIE

Des chercheurs exhument le secret de solidité du béton romain

P. 16

FÊTE DE YENNAYER
La journée de jeudi chômée et payée

P.2

FÊTE DE YENNAYER La journée de demain chômée et payée



"À l'occasion de Amenzu n Yannayer, jour de l'Amanzigh et conformément à la loi 63-278 du 26 juillet 1963, fixant la liste des fêtes légales, modifiée et complétée, la journée de jeudi 12 janvier 2023 sera chômée et payée pour l'ensemble des personnels des institutions et administrations publiques, des établissements et offices publics et privés, ainsi que des entreprises publiques et privées, tous secteurs et statuts juridiques confondus, y compris ceux payés à l'heure ou la journée", ont indiqué, lundi dans un communiqué conjoint, le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale et la Direction générale de la Fonction publique et la Réforme administrative.

"Toutefois, les institutions, administrations, établissements, offices et entreprises précités, sont tenus de prendre les mesures nécessaires pour assurer la continuité des services organisés en mode de travail posté", ajoute la même source.

INSULINE L'unité de Oued Smar entrera en production d'ici le 15 janvier

Le ministre de l'Industrie pharmaceutique, Ali Aoun, a annoncé, mardi à Alger, que l'unité de production de styrax à insuline, "Biothéra" relevant du groupe "Biocare", entrera en production d'ici au 15 janvier courant.

S'exprimant lors d'une visite de travail et d'inspection qu'il effectue au niveau du complexe de production de Sanofi à Sidi Abdallah (Algér-Ouest) en compagnie du wali d'Algier, Abdennour Rabehi. M. Aoun a précisé que cette unité de production "est déjà prête".

"Les lots de validation sont terminés et elle va commencer la production d'ici le 10 ou 15 janvier 2023", a-t-il souligné.

A rappeler que cette unité sera la première à assurer une production locale de l'insuline injectable à usage unique pour diabétiques.

ALGÉRIE - ARABIE SAOUDITE Signature d'une convention relative à l'organisation du Hadj



Le ministère des Affaires religieuses et des Wakfs et le ministère du Hadj et de la Omra du Royaume d'Arabie saoudite ont signé, lundi à Djeddah, une convention relative à l'organisation du Hadj pour la saison 1444/2023, indique un communiqué du ministère.

Cette signature intervient dans le cadre de la participation du ministre des Affaires religieuses et des Wakfs, Youcef Belmahi à la tête d'une importante délégation, aux activités de la Conférence et Exposition sur les services du Hadj et de la Omra qui se dérouleront dans la ville de Djeddah au Royaume d'Arabie saoudite, de lundi jusqu'à jeudi prochain.

A noter que la délégation qui prend part à ce rendez-vous est composée de l'ambassadeur d'Algérie au Royaume d'Arabie saoudite, Ali Boughazi, du Directeur général de l'Office national du pèlerinage et de la Omra (ONPO), Ahmed Slimani et du Directeur de l'organique, des affaires juridiques et de la coopération, Youcef Hafsi.

DIPLOMATIE Nouvel ambassadeur d'Algérie auprès du Nicaragua



Le gouvernement de la République du Nicaragua a donné son agrément à la nomination de M. Belkacem Belgaid, en qualité d'ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République algérienne démocratique et populaire auprès de la République du Nicaragua avec résidence à Mexico, indique, mardi, un communiqué du ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger.

JARDIN D'ESSAI D'EL HAMMA (ALGER) Plus de deux millions de visiteurs en 2022, un record

Le Jardin d'essai d'El Hamma à Alger a reçu en 2022 plus de deux millions de visiteurs, un nouveau record avec un pic de fréquentation de 24.774 enregistré le 31 décembre dernier, a annoncé lundi la direction de cet établissement.

La direction du Jardin d'essai d'El Hamma précise, dans un communiqué, que 2022 a été l'année d'un nouveau record en terme de fréquentation avec 2.096 millions de visiteurs, contre 1.8 million en 2017.

En 2022, ce Jardin a également reçu plus de 18.000 personnes dans son centre d'éducation environnementale et plus de 600 étudiants spécialisés dans sa bibliothèque.

Considéré comme l'un des jardins d'essai et d'acclimatation les plus importants au monde, le Jardin d'essai d'El Hamma, créé en 1832, s'étend sur 32 hectares au pied du Musée national des Beaux-Arts et du sanctuaire du Martyr.

PROMOTION IMMOBILIÈRE La 2^{ème} édition du salon "Souknatec Expo" s'ouvre à Alger

La 2^{ème} édition du Salon de la promotion immobilière, de la construction et du décor "Souknatec Expo" s'est ouverte mardi au Palais des expositions d'Alger, avec la participation de près de 60 entreprises algériennes et étrangères.

Le salon qui regroupera, cinq jours durant, des professionnels du domaine, des entreprises de la promotion immobilière et des entreprises spécialisées dans l'aménagement intérieur et extérieur et du décor, se veut une opportunité pour renforcer l'investissement et le partenariat, selon les organisateurs.

Des banques et des institutions financières qui offrent des services de financement immobilier, ont pris part également à ce salon qui donne l'opportunité d'échanges avec des clients potentiels ainsi qu'avec les professionnels.

ACCIDENT DE LA ROUTE DE BITAM (BATNA) Ouverture d'une enquête

Le procureur de la République près le tribunal de Barika (wilaya de Batna) a ordonné l'ouverture d'une enquête approfondie pour déterminer les causes de l'accident de la route survenu vendredi dans la commune de Bitam, qui a provoqué la mort de 8 personnes appartenant à une même famille, indiquée un communiqué du parquet.

Le communiqué, transmis samedi à l'APS, souligne qu'"en vertu des dispositions de l'article 11, alinéa 3 du code de procédures pénales, le procureur de la République près le tribunal de Barika porte à la connaissance de l'opinion publique qu'en date du 6 janvier 2023 à 22H 10 minutes, est survenu un accident de la route grave sur la RN 78 reliant les wilayas de Batna et Biskra, au lieu-dit Guern El Chenbouli, dans la commune de Bitam".

BATNA Neuf blessés dans deux accidents distincts de la circulation

Le premier accident s'est produit sur la route nationale (RN) n° 78 (Batna-Biskra), dans son segment traversant la daïra de Barika causant des blessures à deux (2) personnes dont un (1) se trouvant dans un état grave, a été transporté par les éléments de la Protection civile vers l'hôpital Mohamed Bouïdja de la même commune, a indiqué un communiqué émanant de la cellule de l'information et de la communication de ce corps constitué.

Le second accident est survenu sur la RN n° 31 reliant entre les wilayas de Batna et de Biskra en passant par la commune d'Arris, plus exactement dans la zone d'Oued Taga, causant des blessures à sept (7) personnes qualifiées de "légères", ajoute le même document.

Il s'agit, a-t-on expliqué, d'un véhicule de tourisme qui a dérapé et s'est renversé.

ALGER Appel à témoin concernant un individu impliqué dans une affaire d'escroquerie

Le groupement territorial de la Gendarmerie nationale a lancé, dimanche, un appel à témoin au sujet d'un individu impliqué dans une affaire de formation d'une bande de malfaiteurs, appellent toute personne ayant été victime de cet individu à se rapprocher du siège du Tribunal de Cheraga pour déposer plainte et apporter son témoignage. "En application des dispositions de l'article 17 du Code de procédure pénale et en vertu du mandat délivré par le procureur de la République près le tribunal de Cheraga, l'individu répondant aux initiales +FT+ et surnommé Badis est poursuivi dans une affaire de formation d'une bande de malfaiteurs pour préparer un délit, et pour intervention illégale dans une fonction militaire et usurpation d'une profession légalement réglementée et d'une qualité dont les conditions d'attribution sont fixées par les autorités publiques", lit-on dans l'appel à témoin auquel a été jointe la photo du mis en cause.

A cet effet, les mêmes services ont invité "toute personne ayant été victime du susnommé (rencontré personnellement ou ayant des informations en tant que témoin) à contacter le bureau du juge d'instruction de la deuxième chambre près le Tribunal de Cheraga pour déposer plainte ou apporter un témoignage dans cette affaire", ajoute le communiqué.

CONSTANTINE 7 ans de prison ferme pour spéculation illicite

Le tribunal de Constantine a condamné deux personnes à sept ans de prison ferme et une amende de deux millions DA pour spéculation illicite sur des produits alimentaires de grande consommation, a indiqué samedi un communiqué du parquet près de ce tribunal.

Le communiqué dont une copie a été remise à l'APS a précisé qu'en vertu de l'article 11 alinéa 3 du code de procédures pénales, le procureur de la République près le tribunal de Constantine informe l'opinion publique que dans le cadre de la poursuite de la lutte contre le phénomène de la spéculation illicite sur les produits alimentaires de grande consommation, quatre (4) personnes ont été poursuivies par procédure de comparution immédiate. Au terme du procès, deux des mis en cause ont été condamnés à sept ans de prison ferme et une amende de deux millions DA et les deux autres ont été acquittés, a souligné le texte.

DÉCÈS PAR MONOXYDE DE CARBONE Dix-sept cas en heures

Dix-sept (17) personnes, notamment des membres de mêmes familles, sont décédées ces dernières 24 heures après avoir été intoxiquées par le monoxyde de carbone émanant d'appareils de chauffage à travers plusieurs wilayas du pays, indique mardi un communiqué de la Protection civile, qui rappelle aux citoyens la nécessité de respecter les consignes de sécurité.

Les victimes se répartissent entre les wilayas de M'Sila (9 personnes décédées), Sétif (6), Mostaganem (2), précise la même source, qui déplore un bilan "très lourd", ajoutant que 25 autres personnes incommodées par le même gaz toxique ont été secourus par les unités de la Protection civile.

LES GUILLOTINÉS DU 8 JANVIER 1958 À CONSTANTINE

Quand la répression coloniale atteint son summum

Il y a soixante cinq ans, le 8 janvier 1958, étaient exécutés à la guillotine, à la prison de la Casbah de Constantine, les chouhadas de l'indépendance de l'Algérie Aouati Mostefa, Omar Zaâmouche, Belkacem Mentouri et Ben Abbès Said.

Certes, un instant était suffisant pour couper la tête de ces martyrs, mais ni les années ni les décennies ne seront suffisantes pour faire oublier le sacrifice et le courage dont ont fait montre ces hommes libres de l'Algérie, a estimé Soraya Ammour, réalisatrice spécialisée dans l'histoire de la glorieuse Révolution.

Armés de courage et nourris par la foi, ces héros avaient subi, avant de tomber sous le couperet de la guillotine, les pires tortures, conjuguées à une souffrance psychologique dans l'attente de la mort, a souligné à l'APS Mme Ammour qui se référait aux témoignages recueillis auprès d'anciens condamnés à mort dans le cadre de son film documentaire intitulé "Face à la guillotine, ils voient le soleil de juillet".

À la prison militaire de la Casbah de Constantine, la mémoire du peuple a retenu de ces héros de la guillotine le courage qu'ils montrèrent en affrontant la mort, aux cris de "Allahou Akbar ! Vive l'Algérie ! vive l'indépendance !".

Les moudjahidines, à Constantine, ont souvent témoigné du courage du chahid Aouati Mostefa qui demanda, la veille de sa mort, à voir la guillotine : "Je veux voir cette machine qui coupe en deux, ce que Dieu a créé d'une seule pièce", avait-il lâché. Aujourd'hui, l'une des principales artères de la ville de Constantine porte le nom du Chahid Aouati Mostefa, une rue située dans le prolongement de la RN 5 Constantine-Alger.

Les touristes qui empruntent la Porte de la Casbah pour se rendre vers les gorges du Rhumel, le pont suspendu et le boulevard de l'abîme, longent le mur austère en pierre taillée bleue de la prison militaire, au milieu duquel est apposée une grande plaque en marbre portant les



noms des condamnés à mort, exécutés à la guillotine.

Aouati Mostefa, alors chef de l'organisation du FLN à Constantine depuis mai 1955, Omar Zaâmouche qui était le chef des groupes de cette organisation, chargé de programmer et de sélectionner les personnes qui exécutent les attentats dans la ville de Constantine dans le cadre des opérations de Fida, de concert avec Aouati, étaient condamnés à mort en mars 1957 avec Belkacem Mentouri et Ben Abbès Said, des membres actifs dans l'organisation ayant participé à des attentats contre la soldatesque coloniale, a indiqué Soraya Ammour.

Les deux principaux chefs, ainsi que 19 autres membres du groupe présents au procès ouvert au tribunal permanent des forces armées de Constantine (la Casbah), sont accusés d'avoir été les auteurs des attentats perpétrés à Constantine entre le 30 avril et le 30 novembre 1955, y compris les glorieuses attaques du Nord constantinois, le 20 août 1955, rappelle Mme Ammour.

De mars 1957, date de la lecture de la sentence à l'issue d'un procès d'une semaine environ, jusqu'au 8 janvier 1958, les quatre condamnés à mort ont été torturés physiquement. Dans les couloirs de la mort à la prison de la Casbah de Constantine, le martyr Omar Zaâmouche qui refusait catégoriquement de donner des informations sur la lutte armée, a été violemment torturé, jusqu'à extraire ses ongles, selon les témoignages des condamnés à mort, cités par Soraya Ammour.

Aouati, Mentouri et Ben Abbès ont été également torturés et, le jour de leur exécution, tous seuls se sont dirigés vers l'échafaud en criant vive l'Algérie, selon le défunt Bouherid Hadj Driss, un des avocats ayant pris la défense de ces martyrs, a souligné Mme Ammour.

A la prison militaire de Constantine, pas moins de 57 moudjahidines ont été guillotinés. Le cas de Bennmeliék Abderrahmane avait frappé l'imagination, ayant été exécuté le jour de son 24ème anniversaire, le 4 mars 1958. Le premier guillotiné à

Constantine fut Belkhiria Mohamed et les trois derniers furent Bouras Tayeb, Hamadou Hocine et Bouchelaghem Mohamed Tayeb.

Le courage, la détermination et l'esprit de sacrifice des condamnés à mort

Les quatre martyrs guillotinés à Constantine, le 8 janvier 1958, constituent un modèle de courage et d'héroïsme, face à l'occupant qui croyait avoir décapité l'organisation de la résistance dans la ville de Constantine, une organisation qui sera reconstituée, en dépit de la machine répressive inouïe, défiée avec la même détermination jusqu'à l'indépendance. Leur âge ne dépassait pas 29 ans, comme le fut le cas pour Aouati Mostefa.

Aouati, Zaâmouche, Mentouri et Ben Abbès avaient été arrêtés par le colonisateur à la suite d'une série d'actions révolutionnaires armées, notamment l'exécution d'un inspecteur de police, tortionnaire notoire à Constantine, a indiqué Soraya Ammour,

rappelant qu'entre avril et novembre 1955, les attentats se multiplièrent, marquant le refus du colonialisme, par la population autochtone, à Constantine comme ailleurs.

Le 28 novembre 1955, le premier arrêté fut Zaâmouche Amor. Le lendemain, Aouati Mostefa sera arrêté alors qu'il venait d'accomplir une mission, couverte par ses activités de commerçant, a-t-on rappelé, précisant que l'enquête donnera lieu à l'arrestation de 19 autres personnes, dont Mentouri Belkacem et Benabbès Said.

Guillotinés à la fleur de l'âge, ces martyrs ont laissé derrière eux des familles qui les ont pleurés mais surtout un peuple fier des sacrifices qu'ils ont consentis pour la liberté et l'indépendance.

Ahmed Aouati, un parent du chahid Aouati Mostefa, a rapporté que la mère du chahid avait constamment refusé de croire que son fils était mort, jusqu'au jour où sa tombe a été ouverte, tragique moment durant lequel elle reconnaît enfin le corps du martyr.

ASSAUT CONTRE DES INSTITUTIONS DE L'ETAT AU BRÉSIL

L'Algérie condamne

L'Algérie a condamné vigoureusement l'assaut contre des institutions de l'Etat au Brésil, affirmant son rejet de tout acte susceptible de semer le chaos et d'ébranler la stabilité dans ce pays, a indiqué, lundi, un communiqué du ministère des Affaires étrangères et de la communauté nationale à l'étranger.

"Suite aux récents événements enregistrés dans la République fédérale du Brésil, l'Algérie exprime sa vive condamnation de l'assaut contre des institutions de l'Etat au Brésil et son rejet de tout acte susceptible de semer le chaos et d'ébranler la stabilité dans ce pays ami", lit-on dans le communiqué.

"Convaincu que le peuple brésilien est capable de surmonter cette épreuve en paix, l'Algérie affirme son soutien aux institutions légitimes, ainsi qu'au processus démocratique ayant abouti à l'élection de M. Lula Da Silva à la magistrature suprême du Brésil, et qui a été favorablement accueilli à l'international", ajoute le communiqué.

Des extraits de vidéos montraient, dimanche, l'invasion et le saccage par des centaines de partisans de l'ex-président brésilien d'extrême droite Jair Bolsonaro du Congrès, du palais présidentiel, de la Cour suprême et plusieurs sièges de ministères à Brasilia.

Les protestataires rejettent les résultats des élections présidentielles organisées à la fin octobre dernier et remportées par Luiz Inacio Lula da Silva.

PROJET DE LOI RELATIF À LA PRÉVENTION ET LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT D'ARGENT ET FINANCEMENT DU TERRORISME

"Un mécanisme pour renforcer la protection de l'économie nationale"

Le ministre de la Justice, garde des Sceaux, Abderrachid Tabi a affirmé, lundi, que le projet de loi relatif à la prévention et à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme "est un mécanisme qui sert à renforcer la protection de l'économie nationale et les systèmes financier et bancaire contre cette forme dangereuse de criminalité".

Le projet de loi relatif à la prévention et à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme s'inscrit dans le cadre de l'adaptation de la législation nationale aux évolutions internationales et la mise en conformité du système juridique avec les traités et conventions ratifiés par l'Algérie", a précisé M. Tabi lors d'une séance plénière du Conseil de la nation consacrée à la présentation et à l'examen dudit projet.

Ce projet vient "compléter les dispositions prévues dans le projet de loi modifiant et complétant le code pénal, soumis pour examen au Secrétariat général du gouvernement, lequel qualifie le financement de la prolifération des armes de destruction massive d'acte terroriste et en fixe les peines encourues", a souligné M. Tabi.



Ce projet de loi se décline en 5 principaux axes dont certains portent sur la révision de certains termes pour "plus de précision" et la définition des obligations des intervenants dans l'opération de prévention et de lutte contre le blanchiment d'argent, le financement du terrorisme et la prolifération des armes de destruction massive, a-t-il souligné.

Le projet prévoit également "des sanctions administratives infligées aux entreprises financières, aux institutions et aux professions non financières, telles que les avocats, les notaires, les commissaires-priseurs, les gérants ou leurs assistants en cas de manquement aux obligations qui leur sont assignées, et

les oblige à signaler à l'organe spécialisé toute opération suspecte".

Il a mis en avant le caractère préventif du projet de loi notamment en ce qui concerne l'activité des associations caritatives, soulignant que l'objectif n'était pas d'exercer une pression sur ces dernières.

L'Algérie doit adhérer à cette démarche mondiale de lutte contre les crimes de blanchiment d'argent et de financement du terrorisme en s'engageant à recourir aux mécanismes et mesures prévus par ce projet de loi notamment les 40 recommandations onusiennes dont nos institutions sont tenues de respecter, a-t-il insisté.

COMMUNICATION

La formation, axe principal de la stratégie du secteur (Bouslimani)

Le ministre de la Communication, Mohamed Bouslimani a affirmé, lundi à Alger, que la formation constituait un axe principal dans la stratégie du secteur, car permettant d'assurer au journaliste les qualifications requises pour faire face aux fausses informations (fake news) et fournir une information juste et sûre au citoyen.

"La formation est un axe principal dans notre stratégie, car permettant d'assurer au journaliste les qualifications requises pour faire face aux fausses informations et fournir une information juste et sûre au citoyen", a déclaré M. Bouslimani qui a donné le coup d'envoi d'une Journée de formation au profit de la famille de la presse sur les grands axes de la politique adoptée par le secteur de la solidarité nationale dans la prise en charge des catégories vulnérables, accompagné de la ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Kaoutar Krikou. Le ministère de la Communication a lancé récemment un programme de formation sur la communication institutionnelle, destiné dans un premier temps aux régions Est et Sud du pays, et qui sera élargi prochainement aux autres régions, a rappelé le ministre, ajoutant que ce programme vise essentiellement à "dynamiser et développer le rôle des cellules de communication et des journalistes, aux plans central et local, pour accompagner la politique de l'Etat dans la prise en charge des préoccupations des citoyens et l'amélioration de leur cadre de vie. Concernant cette journée de formation, M. Bouslimani a précisé que "cette initiative, qui consacre l'approche de la coordination et de la complémentarité sectorielle, s'inscrit en droite ligne avec la stratégie du secteur de la communication basée sur l'appui de l'action participative, pour atteindre les objectifs de l'Algérie nouvelle, avec la contribution des compétences nationales dans différentes spécialités".

La famille de la presse constitue l'un des principaux acteurs devant promouvoir et mettre en exergue ces objectifs aux plans interne et externe, ce qui nécessite, a-t-il dit, d'assurer continuellement aux journalistes une formation actualisée adaptée aux mutations enregistrées au sein de la société et à travers le monde, notamment à la lumière de la révolution technologique de l'information et de la communication.

Il a fait savoir que la participation de son département à cette initiative s'inscrit dans le cadre de la mise en place de la presse spécialisée", appelant les différents secteurs à "y adhérer, notamment à travers l'organisation de sessions de formation au profit des journalistes".

CONSEIL NATIONAL DES DROITS DE L'HOMME

L'adoption du projet de loi sur la lutte contre la traite des personnes saluée

Le Conseil national des Droits de l'Homme (CNDH) a salué, lundi, l'adoption par le Conseil des ministres, lors de sa réunion dimanche sous la présidence du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, du projet de loi relatif à la prévention et à la lutte contre la traite des personnes.

Pour le CNDH, ce projet de loi est "une véritable consécration des droits de l'homme et de la dignité humaine" par le fait qu'il accorde, en conformité avec la Convention des Nations unies contre la criminalité transnationale organisée et son Protocole additionnel visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants". Il a soutenu, à ce titre, que ce projet de loi est "une valeur ajoutée qui vient renforcer les textes juridiques dans le domaine de la protection des droits de l'homme, comme l'a souligné, à juste titre, le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune". Le nouveau texte "démontre

ASSEMBLÉ POPULAIRE NATIONALE

Boughali appelle à assurer une couverture médiatique remarquable de l'Union des conseils des pays membres de l'OCI

Le président de l'Assemblée populaire nationale (APN), Brahim Boughali a appelé, lundi, la presse nationale à garantir une couverture médiatique remarquable de la 17^e session de la Conférence de l'Union des conseils des pays membres de l'Organisation de la coopération islamique (OCI), prévue à Alger les 29 et 30 janvier en cours, et à contribuer à transmettre les recommandations et les conclusions de la conférence aux pays islamiques.

Président une rencontre de coordination avec les représentants des médias nationaux, organisée au siège de l'APN, en prélude à la 17^e session de la Conférence de l'Union des conseils des pays membres de l'OCI et des réunions connexes, sous le slogan "Le monde islamique et les défis de la modernité et du développement", M. Boughali a affirmé que "l'Algérie s'apprête à organiser un événement diplomatique et parlementaire important qui consacre son rôle pivot et son retour en force sur la scène africaine, arabe et islamique, notamment après son organisation réussie du dernier Sommet arabe".

"Etant convaincus de l'importance de votre rôle en tant que quatrième pouvoir, nous tenons à vous mettre au courant des préparatifs en cours envue d'abrévir cette conférence, et de mettre à votre disposition les données relatives à cet événement, tout en espérant que vous puissiez contribuer, avec nous, à transmettre les différents messages et les conclusions de la conférence aux citoyens des différents pays islamiques", a-t-il soutenu en s'adressant aux journalistes.

M.Boughali s'est dit, en outre, "confiant de la contribution de la presse nationale à l'enrichissement des



thèmes qui seront débattus lors de cette conférence, intéressant le monde islamique et ses questions centrales, pour être une véritable valeur ajoutée dans l'action islamique commune, d'autant plus qu'elle a pour slogan les défis de la modernisation et du développement et se tient dans une conjoncture sensible et particulière au double plan islamique et international".

Il a cité l'agression brutale et sans précédent contre les lieux saints en Palestine et les tentatives sionistes de judaïser El-Qods Echarif, ainsi que l'ignorance et le mutisme auxquels fait face la question palestinienne sur la scène internationale.

Le président de l'APN a relevé, à l'occasion, que

l'Algérie n'avait pas connu un événement parlementaire international d'un tel niveau depuis 2004, lorsqu'elle avait abrité la 27^e Conférence de l'Union parlementaire africaine (UPA), ajoutant qu'elle "a mobilisé tous les moyens et réuni toutes les conditions, en vue d'assurer le bon déroulement des travaux de la 17^e session de la conférence, en assurant tous les moyens indispensables et les dispositifs nécessaires, en vue de faciliter la couverture médiatique de cet important événement". La rencontre de coordination a constitué une occasion d'évoquer certaines questions, d'échanger les idées et de débattre d'un nombre de points avec le conseiller diplomatique à

l'APN, l'ambassadeur Smail Chergui et le conseiller médiatique Abdelmalek Grine, et ce en prélude au lancement de l'accompagnement médiatique de la conférence. L'ouverture de cette session sera précédée, à partir du 26 janvier, par la 48^e réunion du Comité exécutif de l'UPA, les neuvièmes réunions des commissions permanentes spécialisées, la 11^e réunion du Comité de la Palestine, la 24^e réunion du Comité général, la 2^e réunion des minorités musulmanes, la 10^e conférence des femmes parlementaires musulmanes, les réunions de concertation des groupes géographiques arabe, africain et asiatique, ainsi que la réunion des secrétaires généraux de l'Union.

Secrétariat général du Gouvernement avant son adoption par le Gouvernement, puis par le Conseil des ministres.

Reste sa transmission au Parlement pour sa discussion et adoption avant sa promulgation par le président de la République", a-t-il indiqué, exprimant son souhait que cette phase "soit clôturée dans les meilleurs délais".

Rappelant que l'article 4 de la Déclaration universelle des droits de l'homme pose de façon générale et absolue l'interdiction de la traite et de l'exploitation des personnes et que "le non-respect de cette interdiction est considéré comme l'une des violations les plus graves des droits fondamentaux", le CNDH a affirmé que la constitutionnalisation de la lutte contre la traite des personnes pour la première fois, à l'alinéa 3 de l'article 39 de la Constitution de 2020 "démontre la volonté de l'Algérie à lutter contre ce fléau et à accorder toute l'assistance et la protection nécessaires aux victimes".

Zaâlani reçoit l'ambassadeur du Royaume d'Arabie saoudite en Algérie

Le président du Conseil national des droits de l'Homme (CNDH), Abdelmadjid Zaâlani a reçu, dimanche, l'ambassadeur du Royaume d'Arabie saoudite à Alger, Abdullah bin Nasser Abdullah Albusairy, avec lequel il a examiné les voies et moyens d'établir une passerelle de coopération entre cette instance nationale et son homologue saoudienne, a indiqué le CNDH dans un communiqué.

Après que M. Zaâlani ait présenté l'expérience algérienne en matière des droits de l'Homme ainsi que les missions et les prérogatives du CNDH et les futures perspectives de son action, les deux parties ont évo-

qué "les voies et moyens d'établir une passerelle de coopération entre le CNDH et son homologue du Royaume d'Arabie saoudite pour une plus grande coordination entre les deux instances en vue d'aboutir à un projet d'accord ou d'un mémorandum d'entente qui prépare la voie à une action commune à l'avvenir entre les instances des deux pays frères", a précisé le communiqué.

A ce titre, l'ambassadeur saoudien a fait part de "son entière disposition à être un trait d'union en vue de renforcer les opportunités de coopération entre les deux pays dans le domaine des droits de l'Homme,

hisser les relations bilatérales au plus haut niveau, consolider et promouvoir les droits de l'Homme dans les deux pays frères", avec "la possibilité d'examiner les domaines de coopération et de les concrétiser à travers un mémorandum d'entente bilatéral". Lors de l'audience qui s'est déroulée au siège du CNDH, les deux parties se sont félicitées du "niveau des liens fraternels entre les dirigeants et peuples des deux pays frères, ainsi que du niveau des relations entre les deux Etats marquées dernièrement par une coopération parlementaire intense, de bonnes relations qui doivent être renforcées davantage, notam-

ment au plan économique et de l'investissement". Concernant les étapes franchies par les pays sur la voie du progrès et de la protection des droits fondamentaux de l'Homme, l'ambassadeur du Royaume d'Arabie saoudite a rappelé "certains faits qui témoignent de ce progrès", affirmant avoir constaté en une courte période de sa présence en Algérie "les moyens mis en place par l'Etat algérien en vue de satisfaire les besoins de ses citoyens dans les différents domaines de la vie quotidienne et son attachement permanent à répondre à leurs principales revendications".

CÉLÉBRATION DE YENNAYER À SOUK AHRAS Une tradition millénaire conservée

La célébration du nouvel an amazigh, Yennayer, le 12 janvier, dans la wilaya de Souk Ahras, est une tradition millénaire, annonçant un nouveau cycle de saisons d'abondance et de fertilité.

Othmane Mennadi, professeur d'histoire à l'Université Mohamed-Chérif Messaoudie de Souk Ahras, a expliqué que, dans les zones rurales de la wilaya de Souk Ahras, il est de tradition pour Yennayer que les familles et les proches se rassemblent autour de tables garnies de couscous, de mouloukhia et de asida.

Selon le chercheur, la célébration de Yennayer, observée partout en Algérie, constitue un repère entre deux cycles annuels, qui annoncent l'entrée de plain-pied dans la saison froide, mais aussi de renouveau dans le travail de la laine, de



la poterie, du cuir, pour ce qui est de l'artisanat.

Yennayer est également une occasion pour les

femmes de fabriquer une nouvelle vaisselle en argile, telle que des marmites et des tadjine. M. Mennadi a

fait état de ressemblances dans les rituels de la célébration de Yennayer à Souk Ahras et dans les régions voisines comme M'daourouch, Sedrata et Lahdada.

Il était de coutume dans

ces régions, en signe d'optimisme,

de nettoyer l'âtre du feu de bois,

dans la cuisine traditionnelle,

où l'on prend soin de ne déplacer qu'une

seule pierre sur les trois qui

supportent le chaudron ou

le tadjine, afin de retirer les

cendres.

Traditionnellement, le

chef de famille sacrifie un

bœuf de couleur noire pour

la circonstance.

BATNA

La dépouille mortelle du moudjahid Chaâbane Habra inhumée au cimetière d'El Madher

La dépouille mortelle du moudjahid Chaâbane Habra, décédé la nuit de dimanche à l'âge de 90 ans des suites d'une longue maladie, a été inhumée lundi après la prière du Dohr au cimetière d'El Madher dans la wilaya de Batna, a-t-on appris de ses proches.

L'enterrement du moudjahid Chaâbane Habra qui fut le chef d'une unité de commandos au Djebel Bouarif durant la guerre de libération nationale a eu lieu en présence du wali de Batna Mohamed Bennmalek, le président de l'APW Ahmed Boumara, de moudjahidine, de proches du défunt et d'une foule de citoyens.

Né à dechrat Ouled M'hamed à Merouana en 1932, le défunt s'était

rendu en 1952 en France pour travailler jusqu'en 1954 date de son rappel par l'armée d'occupation pour accomplir le service militaire, selon les témoignages de certains de ses compagnons.

Reconduit en Algérie, il débute son instruction militaire à Annaba avant d'être transféré à Sétif puis Télegma (Mila) et y demeura jusqu'au début 1956.

Selon le témoignage de ses compagnons d'arme, le défunt a rencontré à Télegma Salah Gherara qui était incorporé avec lui et entretenait des contacts avec des moudjahidine et les deux décidèrent de rejoindre le maquis avec leurs armes le 22 mars 1956 sur le Djebel Bouarif. Le défunt

devient chef d'une brigade de commandos dans la "Nahia 3" de la Wilaya I historique et prend part à plusieurs actions militaires dont l'attaque de la caserne des gendarmes de Sériana la nuit du 4 au 5 avril 1957 sous le commandement du chahid Ahmed El Jadarmi et Mohamed Hedjar.

Il a également participé à la tête de la brigade de commandos à la bataille Tafraouet à Boumia le 19 novembre 1960.

Le moudjahid Chaâbane Habra a été arrêté par les autorités coloniales au Douar Ouled Boudjemâa le 11 juillet 1961 et interné à la prison de Constantine jusqu'à sa libération en avril 1962, selon les mêmes témoignages.

OUARGLA

Plus de 130 opérations de développement réalisées ces deux dernières années

Plus de 130 projets de développement ont été réalisés ces deux dernières années (2021-2022) au profit de différentes zones d'ombre de la wilaya d'Ouargla, a-t-on appris lundi des services de la wilaya.

Il s'agit de la réalisation de 46 opérations d'approvisionnement en énergie électrique et gaz naturel, alimentation en eau potable, raccordement aux réseaux d'assainissement, en sus de 25 autres liées à l'amélioration

de la scolarisation, onze (11) projets de désenclavement de certaines zones reculées, ainsi que neuf (9) autres ayant trait à l'amélioration des prestations de la santé de proximité, a indiqué le wali de Ouargla, Mustapha Aghamir, lors d'une conférence de presse.

Faisant le point sur le programme de développement durant cette période, le chef de l'exécutif de la wilaya a fait savoir que le programme de développement

établi pour les zones d'ombre, visant l'amélioration des conditions de vie des populations ciblées, a porté également sur la réalisation de 40 opérations d'aménagement urbain, de l'éclairage public et des aires de jeux pour enfants.

Le secteur de l'éducation s'était vu accorder l'année dernière une importance particulière à la faveur du nombre important des structures réceptionnées au titre de la saison scolaire

2022-2023, avant de relever qu'il (secteur) sera étoffé d'autres installations, dont douze (12) groupes scolaires, livrables avant fin 2023.

S'agissant de l'amélioration des prestations médicales, le même responsable a dévoilé qu'une enveloppe de 800 millions DA a été dégagée pour l'aménagement de l'établissement public hospitalier EPH-Mohamed Boudiaf de Ouargla, en vue d'une meilleure prise en charge des patients.

MOSTAGANEM

L'aménagement de la zone industrielle "Bordjia 1" atteint plus de 90%

Les travaux d'aménagement de la zone industrielle "Bordjia 1" (ouest de la wilaya de Mostaganem) ont dépassé 90%, a-t-on appris jeudi auprès de la direction locale des travaux publics.

Les travaux d'aménagement de cette zone industrielle d'une surface de 200 hectares ont atteint vers la fin de l'année dernière les 90 PC grâce à l'avancement enregistré dans la réalisation des chemins et la fin du raccordement aux réseaux d'alimentation en eau potable (AEP).

Les travaux de raccordement au réseau d'assainissement et de drainage d'eaux pluviales tirent à leur fin, notamment le tronçon nord de la région, situé dans la commune de

Hassiane, a précisé la même source. Cette zone industrielle, sur laquelle s'appuie la wilaya de Mostaganem, pour promouvoir l'investissement, compte 465 terrains d'assiette dont 423 assiettes industrielles à exploiter, 25 espaces d'exposition, 9 espaces verts, 5 terrains dédiés à la réalisation d'équipements publics, 3 parkings.

Cette zone peut créer plus de 12.800 emplois permanents, a-t-on indiqué.

Ces assiettes foncières seront affectées aux unités industrielles qui seront agréées et spécialisées dans les industries alimentaires et de transformation dont la production du lait et ses dérivés, les fromages, l'emballage, les

industries de menuiserie, du papier, d'aluminium, de peinture, de la céramique, les produits chimiques dont les dérivés pétroliers et du gaz, le plastique, les pièces de recharge pour véhicules entre autres.

Cette zone s'ajoute au site "Bordjia 2" qui compte 427 terrains d'assiettes destinés à l'investissement.

Les travaux d'aménagement sont actuellement en cours et approchent un taux de 70 PC d'avancement.

Ces terrains constituent une partie fondamentale du parc industriel de "Bordjia" couvrant une superficie globale de 670 has et peut générer 40.000 emplois à moyen terme, a précisé la même source.

DJELFA

Une délégation de l'association culturelle El-Baraka visite le siège de l'APN

Une délégation de l'association culturelle El-Baraka de Dar Chioukh de la wilaya de Djelfa a visité, dimanche, le siège de l'Assemblée populaire nationale (APN), et ce dans le cadre de l'ouverture de l'Assemblée sur les différentes composantes de la société civile en vue de leur permettre de prendre connaissance de sa place et de son rôle dans la vie politique du pays, indique un communiqué de la chambre basse du Parlement.

"Les visiteurs ont suivi un exposé sur l'histoire de cette institution constitutionnelle, partant de sa transformation d'un système monocaméral à un système bicaméral, présenté par un assistant législatif à l'hémicycle de l'Assemblée", précise l'APN dans son communiqué.

Ils ont également eu "un aperçu sur la composante et les missions de l'APN, ainsi que des explications sur ses mécanismes de contrôle et ses prérogatives constitutionnelles", ajoute le communiqué.

La délégation a visité différentes structures de l'APN, dont la commission de la santé, des affaires sociales et de la formation professionnelle, la commission des affaires étrangères, de la coopération et de la communauté, la salle des conférences Rabah-Bitat et la sous-direction de l'audiovisuel.

Les invités de l'APN ont été reçus, à la fin de la visite, par le président de l'APN, M. Brahim Boughali.

IN-GUEZZAM

La wilaya appelée à devenir un axe principal à destination de l'Afrique

La nouvelle wilaya d'In-Guezzam, dans l'extrême sud du pays est appelée à devenir un axe principal pour atteindre les profondeurs de l'Afrique, d'où la nécessité de promouvoir le développement dans la région et d'y insuffler une dynamique économique, a souligné jeudi le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Brahim Merad, en visite dans la région.

Le ministre a indiqué, dans une rencontre avec les responsables et les élus locaux, que son déplacement dans cette wilaya frontalière intervient sur instruction du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, soulignant l'importance que revêt In-Guezzam, une des dix (10) nouvelles wilayas, sur lesquelles "nous fondons de larges espoirs pour en faire un axe principal pour atteindre les profondeurs de l'Afrique".

"Cette wilaya frontalière est la 4e wilaya, parmi les 10 nouvelles que nous visitions afin de nous enquérir de visu de l'état d'avancement de différents projets de développement local", a soutenu M. Merad.

Le ministre a, à ce titre, indiqué que l'Etat accompagne les wilayas nouvellement promues pour suivre les programmes de développement et œuvrer à aplatis les contraintes rencontrées en termes de ressources humaines notamment.

Il a mis l'accent, aussi, sur l'importance de prendre en charge les diverses préoccupations des citoyens et d'opérer une dynamique économique pour exploiter à bon escient les richesses de la région.

Après avoir suivi un exposé succinct sur la première tranche du projet de protection d'In-Guezzam des inondations, M. Merad a rappelé que "ce projet tend à protéger les personnes et les biens des risques d'inondations", en mettant en avant l'importante d'élaborer une étude exhaustive portant protection de l'ensemble des zones urbaines des aléas naturels.

La première tranche de ce projet pour un montant de 365 millions DA, consiste en la réalisation, sur linéaire de trois (3) km, d'une canalisation d'évacuation des eaux pluviales, soutenue de quatre digues pour ralentir les cours d'eau, avant de les détourner hors tissu urbain, selon les explications fournies à la délégation ministérielle. Le ministre a, par ailleurs, écouté un exposé sur l'étude de réalisation d'un ouvrage d'art reliant les accès de la ville au niveau de la RN-1, et s'est également enquéri, à la lumière d'un autre exposé, sur l'étude de réalisation d'un projet de transfert, sur un linéaire de 264 km, de l'eau de la région de Tanezrouft, (wilaya de Bordj Badji Mokhtar), vers la ville de Tin-Zaouatine, via la localité de Taoundert, pour l'approvisionnement d'une population de plus de 20.000 âmes.

Ce projet d'adduction de l'eau, soutenu de quatre stations de pompage, devra couvrir, à l'horizon 2050, tous les besoins en eau de la région, a-t-on expliqué.

Le ministre poursuivra sa tournée par l'inspection et l'inauguration d'autres projets de développement dans la wilaya d'In-Guezzam.

ENÉRGIE

Arkab : "2023 sera celle de la livraison des projets locaux d'électricité et de gaz"

Le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab, a affirmé, jeudi à Alger, que l'année 2023 sera marquée par l'accélération et la livraison de nombreux projets d'électricité et de gaz au niveau de plusieurs wilayas du pays, outre la levée des obstacles ayant entraîné leur retard ces derniers temps.

Le ministre s'est exprimé lors d'une séance plénière à l'Assemblée populaire nationale (APN), consacrée aux questions orales et présidée par le vice président de l'APN, Abdellah Amari, en présence de la ministre des Relations avec le Parlement, Basma Azouar.

Répondant à une question du député Ahcene Meftah (RND), concernant un projet de raccordement des communes du nord de la wilaya de Mila au réseau du gaz naturel, M. Arkab a fait savoir que le taux d'avancement des travaux dudit projet s'élève à près de 88%, soulignant que le retard enregistré était dû essentiellement à un manque de pipelines de 8 pouces, à la contestation de certains propriétaires des terres et des terrains difficiles.

Il a fait savoir, dans ce sens qu'un accord a été trouvé entre son département ministériel et celui de l'Industrie pour la fabrication de ce type de pipelines, importés actuellement par l'Algérie, au niveau de l'usine d'El Hadjar pour l'approvisionnement de ce projet et de tous les projets du secteur en suspens à travers le territoire national à même de permettre d'accélérer la cadence des projets, de raccorder le nord de la wilaya de Mila au réseau gazier et de résoudre définitivement ce problème durant le premier trimestre de 2023*. Concernant une question du député Djamel Koreich (parti du FLN), sur les projets de



réalisation de centrales électriques à Mila, le ministre a affirmé que cette dernière "est autosuffisante en matière d'énergie", ajoutant qu'elle sera bientôt renforcée à travers la réception prochaine de deux centrales électriques à Oued Sedjin et Mila d'une capacité de 80 MVA (mégavolt-ampère), dont l'entrée en service est prévue durant le premier semestre de 2023. Le taux de raccordement au réseau électrique à la wilaya s'élève à 98,9%, est celui du gaz est à 65,81%, a précisé le ministre.

S'agissant d'une question du député Mohamed Lamina Mabrouki (MSP), concernant le raccordement de la Daira d'Aïn Boussif (Médéa) au gaz naturel, le ministre a affirmé que la wilaya avait bénéficié de plusieurs programmes dont celui de 2010-2014 et le programme complémentaire visant à raccorder plus de 50.000 foyers au réseau gazier, ce qui a permis d'augmenter le taux de raccordement à plus de 66%, soulignant que 57

communes étaient raccordées au réseau gazier sur un total de 64 communes.

Les projets d'approvisionnement en électricité et en gaz naturel à Médéa avancent bien, en ce sens que le taux de raccordement des ménages à l'électricité est passé à 97% et devra atteindre 99% avec l'achèvement des projets en cours, soit en 2023 et 2024, a-t-il expliqué.

Par ailleurs, le ministre a affirmé que projet de réalisation d'une centrale électrique à Ain Oussara (Djelfa), ayant accusé un retard de réalisation, serait mis en service partiellement d'ici la prochaine saison estivale, en attendant de lancer la production définitivement en 2024, avec une capacité de 1262 MW, indiquant que le taux d'avancement des travaux est à présent de 72%.

En réponse à une question du député Ahmed Rabehi (parti du FLN), M. Arkab a expliqué que le retard accusé les années précédentes était essentiellement dû aux problèmes financiers auxquels a fait face l'entre-

prise de réalisation, outre les répercussions de la crise sanitaire, relevant l'importance de cette structure énergétique qui couvrira la wilaya de Djelfa et les wilayas limitrophes.

A une question du député Rachid Cherchar (Mouvement El-Bina) sur l'emploi au sein des entreprises pétrolières à Oran, le ministre de l'Energie a assuré que les projets dans le domaine de la pétrochimie à Oran donneraient une grande impulsion à l'économie et à l'emploi dans le région, cette filière étant considérée comme "l'avenir de l'industrie pétrolière en Algérie".

Et d'ajouter que l'usine de liquéfaction de Sonatrach à Bethioua recruterà 115 employés, et la sélection aura lieu dès le traitement des listes de candidats et la réunion des conditions logistiques et humaines, "durant le premier trimestre de l'année en cours".

Quant à la contribution du groupe pétrolier à l'activité sociale dans les régions est de la wilaya d'Oran, M. Arkab a rappelé que Sonatrach sponsorisait de nombreux clubs sportifs depuis 2009, et qu'elle avait également cédé une salle de sport au profit de la wilaya, dont le taux de réalisation est de 70%. Sonatrach a cédé aussi des commerces semi-finis dont les prix sont fixés par l'administration du Domaine national de la wilaya d'Oran, d'une superficie de 5.280 M2, a-t-il conclu.

INVESTISSEMENT

Zeghdar appelle à attirer les investisseurs pour installer leurs projets dans les wilayas frontalières

Le ministre de l'Industrie, Ahmed Zeghdar a appelé lundi à Souk Ahras à attirer les investisseurs pour installer leurs projets dans les wilayas frontalières qui possèdent un vaste foncier industriel. Dans une déclaration à la presse au cours de sa visite à la zone industrielle de M'daourouch, le ministre a indiqué que "tous les responsables sont invités à rechercher et attirer des investisseurs nationaux mais aussi étrangers et les encourager à investir dans les wilayas frontalières dont Souk Ahras" laquelle recèle "des potentialités prometteuses pour l'économie nationale avec plus de 500 hectares de foncier prêts pour accueillir des dizaines de projets d'investissement". M.Zeghdar a également invité les responsables locaux et représentants des médias à promouvoir les zones industrielles et les zones des activités aménagées dans la wilaya de Souk Ahras pour y attirer des investisseurs dans les domaines de l'agroalimentaire et la sous-traitance industrielle. Auparavant, le ministre a appelé lors de sa visite à une entreprise privée installée dans la zone industrielle de Bir Bouhouche les jeunes diplômés des universités et des établissements de formation professionnelle à créer des micro-projets dans les mini-zones des activités. Après avoir écouté les préoccupations d'un investisseur en agroalimentaire dans la zone d'activités de Sedrata, le ministre a réaffirmé l'accompagnement de l'Etat aux investisseurs sérieux et la détermination à aplatiser les difficultés qu'ils rencontrent, soulignant que plusieurs entreprises sont entrées en phase d'activité dernièrement après l'intervention des autorités locales des wilayas en application des directives du président de la République.

EL-MÉNIAÂ

Exploitation des terres agricoles dans le Sud pour atteindre l'autosuffisance

L'exploitation des terres agricoles et les potentialités existantes dans le sud du pays pour atteindre l'autosuffisance ont été soulignées lundi par le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire Brahim Merad en visite dans la wilaya d'El Méniaâ. "Il appartient d'exploiter les terres agricoles et potentialités existantes dans le sud du pays pour atteindre l'autosuffisance aspirée et promouvoir les opportunités d'exportation des produits agricoles", a souligné M. Merad lors de la visite d'une exploitation agricole "pilote" dans le cadre de sa tournée de travail dans la région. Le sud, a-t-il dit, "n'est pas seulement un réservoir des hydrocarbures, mais est aussi riche et abrite d'importantes potentialités agricoles qu'il appartient d'exploiter, à l'instar des capacités agricoles existantes dans la wilaya d'El Méniaâ". Le ministre a, sur site, suivi un exposé succinct sur la situation du secteur agricole de la wilaya qui recense une superficie arable de 264.729 ha, dont une surface de 48.545 ha exploitée, en plus d'une surface d'aires de pacage de 381.570 ha selon les explications fournies à la délégation ministérielle. Localisée à une quinzaine de kilomètres nord du chef-lieu de wilaya, l'exploitation agricole pilote s'étend sur une surface de 2.500 ha, dont 2.000 ha mise en valeur dédiés à la céréaliculture, la culture fourragère, la phoeniciculture, l'arboriculture, en plus de l'élevage avec une richesse animale de 600 bovins, dont 355 vaches laitières produisant 6.300 litres/jour, 2.000 ovins et d'autres espèces de cheptel. Brahim Merad a procédé auparavant à la pose, au niveau de l'Etablissement public hospitalier (EPH) Mohamed Châabani d'El-Méniaâ, de la première pierre du service des urgences médico-chirurgicales. Cette future structure médicale est dotée d'une salle de consultations, une autre d'imagerie médicale, d'un laboratoire d'analyses médicales, d'un pavillon de contrôle médical, d'un bloc opératoire, d'un pavillon administratif et d'une résidence pour le corps médical, selon la fiche technique du projet. Après avoir mis l'accent sur la nécessaire réception de cette structure dans les délais impartis (12 mois), le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire a également suivi un exposé sur le projet de réhabilitation et de bitumage de la voirie communale, avant de procéder à la pose de la première pierre, au niveau du quartier "El-Madhi", d'une agence postale, puis d'inspecter le pôle urbain El-Méniaâ/Hassi El-Gara, où il a pris connaissance du projet. Le nouveau pôle urbain prévoit la réalisation de 1.780 logements publics locatifs (LPL), 100 unités "AADL" et autant de logements promotionnels aidés (LPA), en sus de 65 unités de fonction retenues pour le personnel de l'éducation, a-t-on expliqué . M. Merad achèvera sa visite de travail dans la wilaya d'El-Méniaâ par la tenue d'une rencontre avec les représentants de la société civile.

DÉVELOPPEMENT LOCAL

Développer les postes frontaliers pour consolider les capacités de l'économie nationale (Merad)

Le développement des postes frontaliers terrestres revêt une grande importance dans le renforcement des potentialités de l'économie nationale, a affirmé jeudi le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Brahim Merad en visite dans la wilaya d'In-Guezzam.

"Le développement des postes frontaliers terrestres est une question persistante eu égard à l'importance que revêtent ces structures terrestres dans la consolidation des capacités de l'économie nationale, notamment vers l'Afrique profonde, dont le poste-frontalier d'In-Guezzam témoin du passage, au titre des échanges commerciaux, de dizaines de camions acheminant des marchandises vers différentes destinations", a souligné M. Merad lors de l'inspection du poste frontalier terrestre d'In-Guezzam dans le cadre de sa visite de travail dans cette jeune wilaya dans l'extrême Sud du pays.

"Le poste d'In-Guezzam revêt une grande importance, car il contribue, aux côtés du réseau rou-

tier à propulser l'économie locale et nationale", a indiqué le ministre. Cette structure frontalière a bénéficié, à la faveur d'un investissement de plus de 179 millions DA, d'une vaste opération de réhabilitation, aménagement et équipement.

Rappelant l'important facteur de sécurité pour booster l'action de

développement, Brahim Merad a rendu un grand hommage aux différents corps de sécurité exerçant dans la région, à leur tête les unités de l'Armée nationale populaire (ANP) pour les grands efforts qu'ils consentent sur le terrain. La délégation ministérielle a pris connaissance, à la lumière d'un exposé sur les projets retenus pour la wilaya, dont le projet de la fibre optique traversant les pays africains limitrophes, la modernisation d'un tronçon de 80 km de la route nationale (RN-1), et le projet de dédoublement du même axe routier sur 25 km, ainsi que le projet de connexion de l'aéroport d'In-Guezzam à la nouvelle ville.

Le ministre de l'Intérieur a, par ailleurs, procédé à l'inauguration

PÉTROLE

Les prix démarrent la semaine en hausse

Les prix du pétrole ont démarré la semaine en hausse, profitant de l'optimisme des investisseurs suscité par la fin de la quarantaine pour les voyageurs étrangers en Chine, l'ouverture des frontières avec Hong Kong et le repli du dollar.

Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en mars, a pris 1,37% à 79,65 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI) pour livraison en février, a gagné 1,16% à 74,63 dollars. Plus tôt en séance, notamment porté par un dollar en chute, les cours ont affiché jusqu'à plus de 3% de hausse avant de ralentir sa course dans le sillage d'un affaissement du marché actions à Wall Street. "Le début de la semaine a été un peu trop enthousiaste et les cours ont perdu un peu d'élan en approchant la clôture", a commenté Matt Smith de Kpler.

Le marché pétrolier a



ouvert la semaine à la hausse "en raison des nouvelles concernant la Chine qui a rouvert ses frontières pour la première fois depuis l'apparition initiale du virus du Covid-19", ont noté les analystes d'Energi Danmark. La Chine a en effet levé dimanche la qua-

rantine obligatoire pour les voyageurs en provenance de l'étranger, mettant fin à trois ans d'isolement du pays, ce qui devrait doper la mobilité dans le pays et donc la consommation de pétrole du premier pays importateur de brut au monde. A

Hong Kong, la frontière avec la Chine continentale a été rouverte. Après trois années de restrictions parmi les plus draconiennes au monde, qui ont durement affecté son économie et fini par déclencher des manifestations dans tout le pays, la Chine a brutalement levé le mois dernier la plupart de ses mesures de lutte contre la pandémie de Covid-19.

"La levée des restrictions locales", "des restrictions frontalières entre la Chine, Hong Kong et Macao" et "la reprise des voyages internationaux sont de puissants vecteurs pour les marchés pétroliers", a affirmé Stephen Innes, analyste chez SPI.

MONNAIE

L'euro en légère hausse face au dollar

L'euro montait légèrement mardi face au dollar, proche de son plus haut en sept mois alors que le recul des inquiétudes sur l'approvisionnement en énergie de l'Europe soutient la devise. Ce matin, l'euro prenait 0,07% à 1,0738 dollar, à quelques dixièmes de centimes de son plus haut depuis juin atteint la veille à 1,0761 dollar. Pour des analystes, c'est "le manque de nouvelles" qui "soutient l'euro". En 2022, la crise en Ukraine multiples les inquiétudes sur une possible pénurie d'énergie durant l'hiver. Mais avec des températures clémentes qui limitent les besoins en chauffage, "il est difficile d'imaginer une raison non-géopolitique pour faire repasser l'euro sous la parité" avec le dollar, estiment la

même source. Les investisseurs se concentrent donc à nouveau sur les décisions de politique monétaire des deux côtés de l'Atlantique, et garderont un œil sur l'intervention du président de la Fed Jerome Powell lors d'une discussion en Suède sur l'indépendance des banques centrales. Le patron de la banque centrale s'exprime dans le sillage d'autres membres du Comité de politique monétaire, qui se sont montrés "plutôt (mais pas complètement) fous", surnom donné aux partisans de hausses des taux, rappelle un analyste. Prochain indicateur majeur à se mettre sous la dent pour les marchés, l'indice américain des prix à la consommation (CPI) sera publié jeudi.

FRANCE

La production industrielle en hausse de 2% en novembre 2022

La production industrielle en France a augmenté de 2% en novembre 2022, après deux mois consécutifs de baisse, grâce notamment à la fabrication de biens d'équipement qui a progressé de 5,3%, a annoncé mardi l'institut national de la statistique "Insee". La production manufacturière a cru de 2,4%, par contre la construction a reculé de 1,2% et le secteur industries extractives, énergie et eau de 0,6%, a précisé Insee. Si on prend les trois derniers mois septembre, octobre et novembre 2022, et qu'on les compare à la même période en 2021, la production

industrielle en France est quasiment stable, avec un très léger fléchissement de 0,1%. Sur cette même période, la fabrication de biens d'équipement est en hausse de 5% et celle de matériels de transport, qui avait beaucoup souffert durant la crise sanitaire, reprend de la vigueur avec +11,4%. Sur le même laps de temps, le bloc "industries extractives - énergie - eau" est toujours en baisse de 14,8%, plombé par une production d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné en chute de 16,4%. Selon les données de l'institut, en novembre 2022, la production de l'in-

dustrie agro-alimentaire progresse légèrement de 0,2%, tout comme les matériels de transport (+0,2% également). Ces derniers sont marqués par une évolution positive pour l'automobile (+3%), et négative pour les autres matériels de transport (-2%). Au sein de l'ensemble "autres produits industriels", la production augmente de 2% avec un rebond de 3,3% de l'ensemble "textile, habillement, cuir et chaussures", dont le poids est cependant très faible. La chimie est en hausse de 0,4%, la pharmacie de 5,1% et la métallurgie de 4,1%.

PAYS-BAS

L'inflation ralentit en décembre

La hausse des prix à la consommation a ralenti aux Pays-Bas en décembre, à 9,6% en glissement annuel contre 9,9% en novembre, selon une seconde estimation publiée mardi par l'office central des statistiques "CBS". L'évolution des prix de l'énergie a eu un effet dépressif sur l'évolution de l'inflation, tandis que l'habillement et l'alimentation ont eu un effet haussier", a précisé

le CBS dans un communiqué. L'énergie (électricité, gaz et chauffage urbain) était 52% plus chère en décembre qu'au cours du même mois un an plus tôt, alors qu'elle était 70% plus chère en novembre 2022 qu'en novembre 2021, selon l'office. En décembre, les denrées alimentaires étaient 17% plus chères qu'au même mois un an plus tôt, contre 15,7% en novembre, principalement en

raison de la hausse du prix du pain, des produits céréaliers, ainsi que du fromage et du fromage blanc. Les vêtements étaient 12,3% plus chers en décembre comparé au même mois un an plus tôt, contre 6,6% en novembre. Les prix des biens et services de consommation étaient en moyenne 10% plus élevés en 2022 qu'en 2021, contre 2,7% en 2021. L'inflation est la plus élevée depuis 1975,

lorsqu'elle avait atteint 10,2%, selon le CBS. L'évolution des prix de l'énergie, en particulier, a contribué à la forte inflation en 2022, à 4,6 points de pourcentage. L'énergie était en moyenne 114% plus chère en 2022 qu'en 2021. Les Pays-Bas, cinquième économie de l'UE, ont l'un des taux d'inflation les plus élevés d'Europe. L'inflation avait atteint un pic de 14,5% en septembre.

ANDORRE

Le ministre des finances démissionne

Le ministre andorran des Finances, Eric Jover, accusé de ne pas avoir payé les impôts d'une société familiale, a remis lundi sa démission au chef du gouvernement Xavier Espot Zamora, a annoncé ce dernier lors d'une conférence de presse. Dans la matinée, la presse andorrane avait révélé que le ministre des Finances et porte-parole du gouvernement n'avait pas réglé depuis 2019 les impôts d'une société familiale dont il est l'unique administrateur. Le préjudice de la fraude s'élèverait à environ 60.000 euros selon l'estimation des finances publiques andorranes, révélée par la presse. "L'agence des impôts a très bien fait son travail. J'ai eu tort de déduire qu'en ne

faisant pas de recouvrement et qu'en ne facturant pas, il ne se passerait rien", a reconnu le ministre à la suite des révélations. Eric Jover, 45 ans, affilié au parti gouvernemental Démocrates, était en poste depuis 2019 au ministère des Finances. Il avait auparavant occupé des postes au sein du comité exécutif du parti gouvernemental et avait été ministre de l'Education et de l'Enseignement supérieur sous la précédente législature. Il sera remplacé par César Marquina, actuel secrétaire d'Etat à la Transition numérique et aux projets stratégiques. Des élections législatives, dont la date n'a pas été fixée, sont prévues au printemps en Andorre.

BOURSES

Wall Street termine en ordre dispersé

La Bourse de New York a terminé en ordre dispersé lundi, incapable de confirmer le rebond de vendredi, sur un marché qui attend d'en savoir plus sur la trajectoire de l'inflation et les résultats des entreprises.

Le Dow Jones a perdu 0,34%, l'indice Nasdaq s'est apprécier de 0,63% et l'indice élargi S&P 500 a fini proche de l'équilibre (-0,08%). La place new-yorkaise avait démarré tambour battant, sur la lancée de vendredi. Un nombre croissant d'opérateurs n'écarte plus l'idée d'un atterrissage en douceur de l'économie américaine, qui aurait digéré, bon an, mal an, le resserrement monétaire brutal de la banque centrale américaine (Fed).

Mais l'atmosphère s'est assombrie au fil de la séance, privée d'indicateur majeur. "Il ne faut pas voir dans la clôture du S&P 500 aujourd'hui le signe que les choses se détériorent", a commenté Andy Kapyrin, de Regent Atlantic. "Le marché et l'économie sont compliqués" à déchiffrer en ce moment, a-t-il ajouté.

"Nous ne savons pas comment les choses vont évoluer dans les prochains mois." La perspective d'une Fed à la main moins lourde en 2023 a continué de peser sur les taux obligataires, lundi. Le rendement des emprunts d'Etat américains à 10 ans s'est détendu à 3,52%, contre 3,55% vendredi, au plus bas depuis trois semaines.

Ce contexte a profité aux entreprises technologiques, qui sont sensibles aux conditions de crédit pour financer leur croissance. Certains fabricants de semi-conducteurs ont été particulièrement à la fête, que ce soit AMD (+5,13%), Intel (+2,02%) ou Texas Instruments (+0,87%).

A l'inverse, les valeurs dites défensives, c'est-à-dire théoriquement moins sensibles à la conjoncture, ont marqué le pas, à l'image du laboratoire Merck (-3,88%), de Coca-Cola (-1,25%) ou du groupe de produits d'hygiène et de nettoyage Procter & Gamble (-1,22%).

Avec l'incertitude ambiante, "la vision des opérateurs change en permanence et vous allez avoir différents segments du marché qui vont prendre la tête d'un jour à l'autre", prévient Andy Kapyrin.

Pour Peter Cardillo, de Spartan Capital, Wall Street est repassé en position attentiste, avant la publication de l'indice de prix CPI, jeudi, et le début de la saison des résultats, vendredi.

Les Bourses chinoises en ordre dispersé à l'ouverture

Les Bourses chinoises évoluaient sans direction claire mardi à l'ouverture, Hong Kong souffrant de prises de bénéfices après un début d'année dans le vert lié à la réouverture de la Chine. A Hong Kong dans les premiers échanges, l'indice Hang Seng cédait 0,08% à 21.370,42 points. A Shanghai, l'indice composite avançait de 0,58% à 3.176,08 points, tandis que la place de Shenzhen gagnait 0,05% à 2.055,43 points.

La Bourse de Tokyo poursuit sa hausse après un long week-end

La Bourse de Tokyo était en hausse mardi matin après un week-end de trois jours au Japon, alors que les investisseurs surveillaient les perspectives d'inflation aux Etats-Unis et l'impact économique de la réouverture des frontières chinoises. L'indice vedette Nikkei gagnait 0,92% à 26.213,49 points vers 00H50 GMT et l'indice élargi Topix progressait de 0,52% à 1.885,45 points. "Le Nikkei devrait augmenter aujourd'hui malgré le recul du Dow Jones lundi à la Bourse de New York. L'enjeu sera de voir dans quelle mesure il peut s'étendre au-delà du seuil des 26.000 points", a commenté Toshiyuki Kanayama dans une note de Monex. Le dollar se négociait pour 131,80 yens vers 00H50 GMT, contre 131,88 yens lundi à 21H00 GMT. L'euro baissait à 141,29 yens contre 141,52 yens la veille. Un euro s'échangeait par ailleurs pour 1,0725 dollar contre 1,0730 dollar lundi à 21H00 GMT. Sur le marché du pétrole, le baril de WTI américain grappillait 0,04% à 74,66 dollars vers 00H50 GMT.

ZONES INCENDIÉES Campagne de réhabilitation des écosystèmes

La ministre de l'Environnement et des Energies Renouvelables, Samia Moualfi, a donné lundi au parc animalier Brabta de la commune d'El Kala (wilaya d'El Tarf) le coup d'envoi de la grande campagne nationale de réhabilitation des écosystèmes des zones sinistrées par les incendies de forêts dans 11 wilayas.

Dans une déclaration à la presse en marge du coup d'envoi d'une opération de plantation symbolique de plus de 3.600 plants d'arbres de diverses espèces dans ce parc en compagnie du wali d'El Tarf Harfouche Benarar, la ministre a indiqué que "cette opération chapeautée par son département ministériel et le Conservatoire national des formations à l'environnement s'inscrit dans le cadre du programme du ministère visant la réhabilitation des espaces naturels et écosystèmes des forêts incendiées".

La grande campagne nationale de réhabilitation des écosystèmes des zones sinistrées par les feux touchera les 11 wilayas : Tlemcen, Tizi ouzou, Sidi Bel Abbès, Khencela, Bejaia, Blida, Oran, Mostaganem, Tipaza, chlef et El Tarf et est encadrée par les conservateurs et agents forestiers avec l'imposition de la société civile, les établissements scolaires et les autorités locales.

Sur site, Mme Moualfi a appelé à associer les riverains aux opérations de reboisement d'arbres fruitiers résistants et adaptés aux sites parcourus par les feux afin de contribuer à améliorer leurs conditions de vie et à diversifier l'économie locale, mettant l'accent sur l'importance économique et social de ces opérations.

Dans la commune frontalière de Bouhdjar, la ministre s'est rendue sur le site de la décharge sauvage remontant à l'époque coloniale dont les effets négatifs affectent les habitants et l'environnement et a promis aux habitants d'œuvrer pour trouver une solution dans les plus proches délais pour éradiquer cette décharge.

Après avoir suivi à El Tarf un exposé sur l'activité de l'usine de fabrication de panneaux en bois dans la zone des activités El Matroha, la ministre a salué les efforts de ces investisseurs privés qui tiennent à respecter les normes environnementales, créer de la richesse sans nuire à l'environnement et planter des arbres qui remplacent ceux coupés pour le besoin de production de bois.

La ministre a entamé sa visite dans la wilaya en se rendant à l'université Chadli Bendjedid où elle a visité une exposition d'associations activant dans le domaine de l'environnement et des énergies renouvelables et de coopératives de femmes rurales bénéficiaires de projets dans le cadre du programme de coopération algéro-allemand.

Une convention de coopération a été signée à l'occasion entre la direction de wilaya de l'environnement et le commissariat local des Scouts musulmans algériens SMA.

EMIGRATION CLANDESTINE Un réseau criminel démantelé à Tipasa

Les services de la Sûreté de daïra de Fouka dans la wilaya de Tipasa ont démantelé un réseau criminel organisé spécialisé dans le trafic international de migrants et arrêté 30 individus, dont 6 organisateurs de traversées clandestines, a indiqué un communiqué de la Sûreté de wilaya.

Les services de la Sûreté de daïra de Fouka (wilaya de Tipasa) ont déjoué une tentative d'émigration clandestine par mer et arrêté 24 individus, dont 10 de nationalité marocaine.

Des investigations approfondies ont permis d'arrêter six (6) autres individus impliqués dans l'organisation de traversées clandestines, a précisé le communiqué.

L'opération s'est soldée par la récupération de deux (2) bateaux de pêche de plus de 5 mètres, de deux (2) moteurs et de 570 litres d'essence, selon la même source.

De plus, les services de la Police judiciaire de la Sûreté de daïra de Fouka ont saisi un appareil GPS, une boussole, des gilets de sauvetages, une somme d'argent de plus de 121.000 DA et une autre de 1.245 euros.

Les suspects sont poursuivis pour "trafic de migrants et mise en danger de la vie d'autrui" et "organisation de leur sortie illicite du territoire national en contrepartie de sommes d'argent dans le cadre d'une bande criminelle organisée transfrontalière".

CARNAVAL "AYRAD" À BENI SNOUSS Tradition millénaire perpétuée pour célébrer Yennayer

Le carnaval "Ayrad" est jalousement conservé pour célébrer, chaque 12 janvier, le nouvel an amazigh dans la région de Beni Snouss (Tlemcen), une tradition intrinsèque qui se perpétue de génération en génération dans la joie augurant une saison agricole fertile.

L'histoire du carnaval, qui se tient dans la ville de Beni Snouss et ses 12 régions, remonte à 1250 avant J.C.

Cette liesse populaire porte plusieurs noms et comporte des rituels.

Dans la région de Tafesra, le carnaval est appelé "Chakh", à Beni Bahdel "Hammar Kermous" et à El-Khemis "Grande Ayrada", indique à l'APS Abdelkrim Benissa, chercheur au département des arts à l'université Abou Bekr Belkaïd de Tlemcen.

Des personnages sont campés et des masques sont utilisés dans cette célébration qui se distingue, notamment, par la distribution de fruits secs et autres produits agricoles aux habitants de Beni Snouss.

Le carnaval, explique M. Benissa, est un spectacle semi-théâtral qui se déroule dans les allées et les ruelles de Beni Snouss d'où le nom "Ayradiat Droub".

D'autres rituels se produisent à l'intérieur des maisons



et sont appelés "Ayradiat Tadrat". Les maisons sont conçues d'une manière architecturale permettant à ceux qui portent des masques d'entrer et de se manifester au milieu de la cour, en plus de raconter des contes et des anecdotes sur cette occasion.

Selon le chercheur Benissa Abdellkrim, le mot "Ayrad" signifie lion, symbol de la force", soulignant que le carnaval se caractérise également

par la confection de masques d'animaux par les jeunes de Beni Snouss, plusieurs jours avant la célébration officielle de l'année amazighe, pour les utiliser la nuit du 12 janvier.

Un combat est livré entre jeunes portant les masques d'animaux, le vainqueur est auréolé du masque du lion et s'adjuge ainsi l'appellation de "Amokrane".

Lors de ce carnaval, une

femme campe le rôle de sage-femme appelée "Mqadma".

Elle a pour rôle de faire les présentations du nouveau né, un lionceau appelé "Ameziane", dans une ambiance festive, de joie et d'optimisme quant à l'abondance des produits agricoles, évoque le chercheur.

"Avant le début du carnaval, des masques d'animaux sont fabriqués, à l'exception de celui du loup qui symbolise la ruse et la perfidie.

Les habitants de Beni Snouss refusent de porter ce masque qui est en contradiction avec leurs valeurs et leurs principes", explique le chercheur.

D'autre part, M. Benissa, auteur du livre "Héritage d'Ayrad, pratique et adaptation théâtrale", explique qu'à l'université de Tlemcen, de nombreux étudiants, en Master et Doctorat dans le domaine des arts, ont mené des études sur le concept théâtral et artistique de "Ayrad".

POLITIQUES SOCIALES DU GOUVERNEMENT Krikou insiste sur la formation pour coordonner les efforts

La ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Kaouter Krikou a mis l'accent, lundi à Alger, sur l'importance de la formation pour renforcer la coordination et la complémentarité entre les différents partenaires du secteur concernés par la mise en œuvre des politiques sociales.

Accompagnée du ministre de la Communication, Mohamed Bouslimani, et en présence du président de l'Observatoire national de la société civile (ONSC), Abderrahmane Hamzaoui, la ministre a présidé le lancement d'une journée d'information au profit des partenaires du secteur de la solidarité nationale à l'instar de la corporation médiatique, est à même de réaliser la complémentarité et la cohésion des efforts visant la mise en œuvre des mécanismes sociaux entrepris dans l'intérêt des catégories cibles, et de renforcer les connaissances du journaliste dans le domaine de l'action sociale.

Mme Krikou a mis l'accent, à cet égard, sur l'importance de la formation pour renforcer la coordination entre les acteurs et mettre en œuvre les politiques

nationales dans le domaine social.

Les médias et la société civile jouent un "rôle majeur" dans l'accompagnement des pouvoirs publics dans l'application des politiques nationales, a-t-elle affirmé, précisant que la concrétisation des politiques sociales liées aux mécanismes de prise en charge et d'accompagnement destinés aux catégories vulnérables requiert "la conjugaison et la coordination des efforts de tout un chacun".

L'organisation de ce genre de journées d'information au profit des partenaires du secteur de la solidarité nationale à l'instar de la corporation médiatique, est à même de réaliser la complémentarité et la cohésion des efforts visant la mise en œuvre des mécanismes sociaux entrepris dans l'intérêt des catégories cibles, et de renforcer les connaissances du journaliste dans le domaine de l'action sociale.

Le renforcement du partenariat entre les pouvoirs publics, la société civile et les médias figure parmi "les priorités de

l'exécution des programmes de développement", a-t-elle dit, rappelant la volonté politique de promouvoir et de relancer l'activité associative et médiatique à travers les différents programmes tracés en matière d'encadrement et d'accompagnement. Pour sa part, le président de l'ONSC a mis en avant l'utilité de ces sessions de formation dans le renforcement des connaissances, relevant "le rôle majeur" de la société civile dans l'accompagnement des efforts publics notamment en ce qui concerne les actions de solidarité et humanitaires.

L'ordre du jour de cette journée d'information comporte plusieurs axes liés aux mécanismes adoptés par le ministère de la Solidarité nationale en matière de prise en charge de certaines catégories sociales dont les personnes âgées, les enfants, les personnes aux besoins spécifiques, et d'autres liés à la promotion de la femme et son autonomisation économique et au rôle des cellules de proximité.

ENVIRONNEMENT Signature d'un accord de partenariat avec l'UNFA

La ministre de l'Environnement et des Energies renouvelables, Samia Moualfi, a supervisé, jeudi à Alger, la cérémonie de signature d'un accord de partenariat avec l'Union nationale des femmes algériennes (UNFA) en matière de sensibilisation à l'environnement à travers la mise à profit des capacités et du savoir-faire de la femme algérienne dans le renforcement de l'activité environnementale et la réalisation du développement durable.

L'accord a été signé au siège du ministère par la directrice générale du Conservatoire national des formations à l'environnement, Malika Bouali, le directeur général de l'agence nationale des déchets (AND), Karim Ouamane, d'une part, et la

présidente de l'UNFA, Noria Hafsi, d'autre part.

La ministre a affirmé à cette occasion que le secteur visait par cet accord la femme en tant qu'élément "influent pour le changement vert" car "apté à préparer une génération pour la sensibiliser à l'environnement et faire preuve de responsabilité environnementale afin d'adopter un comportement environnemental positif et durable".

Cet accord, poursuit Mme Moualfi, contribuera à la réalisation des objectifs escomptés "au vu du rôle de la femme dans la réalisation des objectifs durables à travers ses pratiques quotidiennes au sein et en dehors du cadre familial, en sus de son rôle dans la protection de l'environnement et la gestion de ses ressources et la sensibilisation à la rationali-

sation de l'exploitation des ressources naturelles et à la lutte contre la pollution".

L'accord signé entre dans le cadre "de l'intérêt qu'acorde l'Etat algérien au renforcement de la place de la femme dans tous les domaines en renforçant sa présence dans les différents programmes aux côtés de l'homme, en exécution du 10e engagement du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune relativ

à la mise en œuvre d'une politique efficace pour la promotion de la femme", a-t-elle dit.

Cette initiative se veut un trait d'union entre l'action institutionnelle et celle associative "dans le cadre de l'action participative marquée par la concertation et la coordination entre le ministère et l'UNFA en tant que société

civile". La présidente de l'UNFA a, pour sa part, appelé à "associer la femme dans tous les domaines dont l'environnement, étant l'éducatrice des générations et à exploiter l'élement féminin en tant qu'énergie humaine considérable dans la réalisation de l'économie et le développement durable".

Elle a indiqué que la société civile représente l'épine dorsale à même de concrétiser tout programme éducatif et environnemental, ajoutant que l'UNFA est présente dans toutes les activités et les rencontres internationales sur l'environnement et les affaires sociales et est disposée à participer avec force aux programmes élaborés par le ministère pour atteindre les objectifs tracés".

MIGRATIONS

2022: 100 millions de migrants, un record qui n'aurait jamais dû exister

Cent millions de personnes ont été forcées de quitter leur foyer en 2022, a déclaré mercredi, le Haut Commissariat pour les Réfugiés (HCR), déplorant "un record qui n'aurait jamais dû exister".

Le chiffre de 100 millions, qui inclut les personnes fuyant les conflits, la violence, les violations des droits de l'Homme et les persécutions, a été décrit par le chef de l'agence, Filippo Grandi, comme "un record qui n'aurait jamais dû exister".

Ce chiffre est en hausse par rapport aux quelque 90 millions de 2021.

Les flambées de violence et les conflits prolongés ont été des facteurs migratoires déterminants dans de nombreuses régions du monde, dont le Yémen, l'Ethiopie et la Birmanie, entre autres.

Des milliers de migrants désespérés se sont dirigés principalement vers l'Europe, confiant leur vie à des trafiquants d'êtres humains et entreprenant des voyages périlleux à travers la Méditerranée, qui, trop souvent, se sont achevés tragiquement.

Le conflit armé au Yémen, depuis 2014, entre les forces dépendant du gouvernement soutenu par une coalition arabe dirigée par l'Arabie Saoudite et le mouvement Ansarullah (Houthis) a provoqué une catastrophe humanitaire, et contraint plus de 4,3 millions de personnes à quitter leur foyer. Malgré la situation



désastreuse au Yémen, ce pays reste une destination et un point de transit pour les migrants en provenance de la Corne de l'Afrique.

Concernant la Birmanie, des centaines de milliers de Rohingyas ont fui leur foyer, suite à une campagne de persécution menée par les forces militaires.

Près d'un million de personnes vivent aujourd'hui dans le camp de Cox's Bazar, au Bangladesh voisin.

S'ajoutent, des millions de déplacés en Ethiopie, en raison du conflit armé dans la région du Tigré depuis novembre 2020 entre, d'un

côté, les forces nationales éthiopiennes, les troupes érythréennes, les forces amhara et d'autres milices, de l'autre les forces loyales au Front de libération du peuple tigréen.

Le 2 novembre dernier, le gouvernement et les rebelles ont signé à Pretoria un accord visant à mettre fin à un conflit qui a ravagé durant deux ans le Nord de l'Ethiopie, faisant des dizaines de milliers de morts et plongeant la région dans une profonde crise humanitaire.

Cet accord prévoit notamment un désarmement des forces rebelles, le rétablissement de l'autorité fédérale au

Tigré et la réouverture des accès à la région. Depuis, les combats ont cessé, de l'aide alimentaire et médicale arrive peu à peu.

Concernant le nombre de personnes décédées ou disparues en tentant de rejoindre l'Europe par bateau, les statistiques publiées par le HCR en avril dernier ont indiqué que leur nombre a doublé entre 2022 et 2021, pour atteindre plus de 3.000.

Cela n'a pas suffi à dissuader de nombreux migrants de s'exposer à des risques considérables en tentant une traversée maritime.

En une seule tentative, en mars, au moins 70 migrants ont été déclarés morts ou disparus au large des côtes libyennes, point de départ de nombreuses traversées, alors qu'en août, des dizaines de morts ont été dénombrés lorsqu'un bateau a sombré au large de l'île grecque de Karpathos.

En décembre dernier, le HCR a annoncé que la communauté internationale avaient promis quelque 1,13 milliard de dollars, un montant record, pour apporter un soutien aux personnes déplacées par les conflits, la violence et les violations des droits de l'Homme.

INONDATIONS AU PAKISTAN

Plus de 9 milliards de dollars de promesses d'aides internationales

Le Pakistan a obtenu lundi plus de 9 milliards de dollars de promesses d'aides internationales pour se reconstruire après les inondations dévastatrices de l'an dernier, qui pourraient bien préfigurer le sort qui attend un grand nombre de pays face au changement climatique.

Ces promesses ont été faites par la communauté internationale lors d'une conférence co-organisée par les Nations unies, pour mobiliser la moitié des 16,3 milliards de dollars (15,3 milliards d'euros) jugés nécessaires pour reconstruire le pays afin, en particulier, qu'il résiste mieux aux conséquences du changement

climatique. "Aujourd'hui a vraiment été une journée qui nous donne beaucoup d'espoir.

Le message du monde est clair : le monde se tiendra aux côtés de ceux qui sont frappés par des catastrophes naturelles et ne les laissera pas seuls", a déclaré la secrétaire d'Etat pakistanaise aux Affaires étrangères, Hina Rabbani Khar, après avoir annoncé le montant final.

Les inondations dévastatrices de l'été dernier - ayant fait plus de 1.700 morts et touchées plus de 33 millions d'autres - et la crise énergétique mondiale ont accentué la pression sur l'économie pakistanaise,

plongeant le pays dans une situation financière extrêmement difficile. A l'ouverture de la conférence, le chef de l'ONU Antonio Guterres avait réclamé "des investissements massifs" et une réforme du système financier international pour aider le Pakistan, un sujet qu'il avait déjà évoqué lors de la COP27 sur le climat en Egypte. A Genève, le Premier ministre pakistanaise Shehbaz Sharif a affirmé que son pays était engagé dans une "course contre la montre" pour faire face à des besoins immenses.

"Nous sommes à un tournant de l'histoire", a-t-il averti.

CAMEROUN

Au moins trois ravisseurs éliminés dans le nord du pays

Au moins trois kidnappeurs ont été éliminés dimanche dernier dans la région camerounaise du Nord, a-t-on indiqué lundi de sources militaires.

Les ravisseurs ont été tués

lors d'une opération militaire effectuée par le Bataillon d'intervention rapide (BIR), les forces d'élite camerounaises, dans le département du Mayo-Rey de la région, a déclaré lundi l'armée came-

rounaise dans un communiqué. "Ils étaient lourdement armés. Le BIR a saisi leurs armes.

Les ravisseurs sont des déserteurs bien connus des armées d'un pays voisin", a

indiqué à la presse un officier supérieur sous le couvert de l'anonymat. L'armée a renforcé les mesures de sécurité dans la région où les enlèvements contre rançon se répandaient.

THAÏLANDE

Six personnes soupçonnées de trafic de drogue tuées par l'armée

L'armée thaïlandaise a abattu six personnes soupçonnées de faire passer en contrebande de la kétamine près de la frontière avec la Birmanie, a-t-elle annoncé mardi.

L'incident s'est produit dans la nuit de dimanche à lundi dans la province de Chiang Mai (nord), près du "Triangle d'or", une zone frontalière avec le Laos et la Birmanie, réputé comme étant le point central de la production de drogues en Asie du

Sud-Est depuis des décennies. "Nous sommes sains et saufs mais six trafiquants" présumés ont perdu la vie, a indiqué le détachement militaire spécial de Pha Muang qui surveille plusieurs zones frontalières.

L'armée a ouvert le feu en réaction aux tirs d'un groupe de 15 à 20 hommes suspects", qui avaient refusé d'être fouillés.

La fusillade a duré environ dix minutes, a-t-elle précisé. Les militaires ont retrouvé

300 kilogrammes de kétamine, un anesthésiant aux effets psychédéliques de plus en plus consommé comme drogue, répartis dans 19 sacs à dos abandonnés sur les lieux.

Trois fusils et quatre téléphones portables ont aussi été récupérés.

Dans la même province de Chiang Mai, début décembre, les militaires thaïlandais ont abattu quinze personnes soupçonnées de trafiquer de la méthamphétamine en cristaux depuis la Birmanie.

AVIATION

Atterrissage d'urgence d'un avion russe en Inde après une alerte à la bombe

Un avion de la compagnie russe Azur Air avec 244 personnes à bord a effectué un atterrissage d'urgence sur une base aérienne militaire en Inde en raison d'une alerte à la bombe, ont indiqué les autorités mardi.

L'appareil en provenance de Moscou et à destination de Goa, dans le sud-ouest de l'Inde, avec 236 passagers et huit membres d'équipage, a atterri sur la base aérienne de l'armée de l'air indienne de Jamnagar, dans l'Etat du Gujarat, lundi soir tard.

Selon les médias locaux, le vol a été détourné de sa route après qu'Azur Air a reçu un courriel l'informant qu'une bombe se trouvait à bord de l'appareil.

L'ambassade de Russie en Inde a déclaré avoir été alertée par les autorités indiennes.

"Toutes les personnes à bord sont en sécurité. Les autorités procèdent à une inspection approfondie de l'avion", a précisé l'ambassade russe sur Twitter mardi matin. La police de l'Etat a indiqué qu'une unité antiterroriste inspectait l'avion et les bagages des personnes à bord, tandis que les passagers attendaient dans l'aéroport.

"Rien de suspect n'a été trouvé jusqu'à présent", a déclaré mardi i Premsukh Delu, un responsable de la police de Jamnagar.

BELGIQUE

Près de 110 tonnes de cocaïne saisies en 2022 à Anvers

Près de 110 tonnes de cocaïne ont été saisies par les autorités belges en 2022 dans le port d'Anvers, première porte d'entrée en Europe pour cette drogue expédiée d'Amérique latine, soit un nouveau record, ont annoncé mardi les douanes belges.

C'est la première fois que la barre des 100 tonnes est dépassée.

Les saisies ont porté l'an dernier sur 109,9 tonnes, contre 89,5 en 2021, a-t-il été précisé lors d'une conférence de presse à Beveren, près d'Anvers (nord de la Belgique). Dans le port néerlandais de Rotterdam, autre plaque tournante du trafic sur le continent européen, les interceptions pour cette même drogue ont baissé à 52,5 tonnes en 2022, contre environ 70 en 2021. Pour la première fois, Belgique et Pays-Bas avaient choisi mardi d'annoncer conjointement leur bilan annuel des saisies. "Les deux services de douanes ont saisi ensemble 160 tonnes de cocaïne" l'an dernier, se sont félicités ensemble les membres de deux gouvernements chapeautant ces administrations, le ministre belge des Finances Vincent Van Peteghem et la secrétaire d'Etat néerlandaise Aukje de Vries. Tous deux ont insisté sur leur "coopération intensive" dans la lutte contre ce trafic international. Des équipes de plongeurs néerlandais interviennent par exemple dans le port d'Anvers pour inspecter d'éventuelles caches dans la coque des navires sous la ligne de flottaison.

Côté belge, le gouvernement va recruter une centaine de douaniers et acheter de nouveaux équipements de scannage pour renforcer les contrôles à Anvers.

Un investissement en matériels de 70 millions d'euros a été annoncé.

Pour les Pays-Bas, les investissements des prochaines années porteront notamment sur l'intelligence artificielle, la détection chimique, le traçage des conteneurs", a-t-il été souligné dans un communiqué commun aux deux pays.

En Amérique latine, le Panama, la Colombie et l'Equateur sont les trois principaux pays d'expédition de la cocaïne vers l'Europe.

EHU D'ORAN**Bientôt une 1^e intervention chirurgicale maxillo-faciale par laparoscopie**

Le service de chirurgie maxillo-faciale de l'établissement hospitalier universitaire "1er novembre 1954" d'Oran compte réaliser, prochainement, la première intervention chirurgicale maxillo-faciale à l'échelle nationale et africaine en utilisant la technique laparoscopique, a-t-on appris samedi du chef de ce service. Cette chirurgie concerne le traitement des déformations faciales et des fractures des mâchoires. Son importance réside dans la création d'une incision beaucoup plus petite au niveau du visage que de ce qui est requis par la chirurgie ouverte traditionnelle avec moins d'effets chirurgicaux et de cicatrices, a expliqué le Professeur Hireche-Baghdad Karim. L'un des avantages de cette chirurgie est également "l'absence de douleur post-opératoire, en plus d'une hospitalisation plus courte et d'une récupération plus rapide", a-t-il déclaré.

Selon le même responsable, l'autre objectif est d'être au diapason des évolutions en cours dans ce domaine et dans lequel l'Algérie aspire à être leader dans le monde arabe et en Afrique.

Ces chirurgies spécifiques sont très importantes, en particulier pour les victimes d'accidents de la circulation ou domestiques graves dont la plupart des blessures sont des déformations du visage ou des mâchoires. Leur prise en charge est difficile et nécessite une intervention chirurgicale très délicate et sensible , a ajouté le même interlocuteur.

Le Professeur Hireche-Baghdad Karim a estimé que cet objectif peut être atteint à court terme.

"Nous serons, au cours du mois de mars ou d'avril, en mesure de réaliser cette étape chirurgicale importante", soulignant à cet égard "la disponibilité de toutes les capacités matérielles et humaines pour initier cette intervention au niveau de l'EHU d'Oran".

Afin de fournir les meilleures et les dernières technologies disponibles aux patients, le service supervisé par ce spécialiste, créé il y a moins de deux années, a tenu à assurer la formation de chirurgiens dans cette spécialité de précision afin que de telles interventions soient assurées par des compétences nationales. Au cours des deux années écoulées, depuis la création du service, six chirurgiens ont été formés et travaillent actuellement dans plusieurs établissements hospitaliers du pays, tels qu'Adrar, Mostaganem, Tébessa et Alger et l'EHU d'Oran peut faire appel à leurs services.

L'équipe du service de chirurgie maxillo-faciale de l'EHU d'Oran, outre son chef, se compose de quatre jeunes chirurgiens et de six résidents, a-t-on indiqué.

ORTHOPÉDIE**Interventions chirurgicales au profit d'une quinzaine d'enfants souffrant de paralysie obstétricale du plexus brachial (spécialiste)**

Le chef du service de chirurgie orthopédique et traumatologique à l'Etablissement hospitalier spécialisé (EHS) de Ben Aknou (Alger), Pr Mustapha Yakoubi a fait état de la programmation à partir de ce lundi d'une quinzaine d'interventions chirurgicales au profit d'enfants souffrant de paralysie obstétricale du plexus brachial (POPB).

Pr Yakoubi a salué cette initiative lancée en 2012 par l'EHS, en collaboration avec des spécialistes étrangers bénévoles venus des Etats-Unis d'Amérique, du Mexique, de France et de Jordanie ainsi que l'association "Main Tendue", faisant savoir que près de 400 enfants ont été opérés à travers l'ensemble du territoire national.

Cette opération, qui s'inscrit dans le cadre du transfert de technologie, du renforcement de la formation pédagogique et de la réduction du taux de transfert des malades à l'étranger, sera suivie d'un colloque scientifique qui sera animé par des spécialistes algériens et étrangers en orthopédie.

Dans ce cadre, Pr Salim Ben Amiroche, spécialiste en orthopédie à l'EHS de Ben Aknou a fait savoir que le coût de cette opération s'élève à près de 15.000 euros à l'étranger, précisant que l'EHS de Ben Aknou est le seul établissement à assurer ce type d'intervention à travers le pays, et ce en collaboration avec des experts étrangers.

Pour le Professeur Gilbert Alain Laurent, ce type d'intervention est "extrêmement délicat", d'où la nécessité d'une prise en charge précoce.

La présidente de l'Association "Main tendue", Ratiba Nafa'a chapeaute l'opération depuis 2012, en faisant appel à des experts bénévoles en collaboration avec des spécialistes algériens.

BILAN DE LA PANDEMIE DU COVID-19**STRUCTURES SANITAIRES****Plusieurs wilayas bénéficieront de nouvelles dotations**

Le ministre de la Santé, Abdelhak Saïhi a révélé, jeudi à Alger, que nombre de structures sanitaires de proximité, universitaires et des services d'urgences seront réalisées au niveau des wilayas de Sétif, d'Illizi, de Touggourt et d'Oran en vue de garantir une meilleure prise en charge aux citoyens à leur lieu de résidence.

S'exprimant lors d'une séance plénière à l'Assemblée populaire nationale (APN), consacrée aux questions orales, le ministre a affirmé que la wilaya d'Illizi "bénéficiera de la réalisation de trois (3) pôles sanitaires, actuellement à l'étude, et ce en application des instructions des hautes autorités pour mobiliser tous les moyens au service du citoyen sans qu'il se déplace à d'autres wilayas". Concernant le besoin de la wilaya de Sétif



d'un hôpital universitaire, M. Saïhi a fait état "d'une étude pour la réalisation d'un nouveau CHU à cette wilaya dans le cadre de l'élaboration d'une nouvelle cartographie nationale sanitaire qui définira les besoins de chaque région en termes de ressources matérielles et humaines en se basant sur des données démo-

graphiques, épidémiologiques, géographiques, environnementales et socioéconomiques, outre les orientations de plan national de l'aménagement du territoire".

"La wilaya de Sétif qui compte quelques deux (2) millions d'habitants, a bénéficié de spécialités médicales supplémentaires, en sus d'un ser-

vice d'urgences qui entrera bientôt en service et d'autres projets gelés qui seront relancés", a précisé le ministre.

Pour la wilaya de Touggourt, le ministre a mis en avant "la prise en charge des revendications relatives à l'acquisition des ambulances, en attendant de renforcer le parc de la wilaya en véhicules 4x4, un scanner, l'ouverture d'un hôpital pédiatrique et une autre structure de santé d'une capacité de 240 lits qui sera livrée prochain avril".

Quant à la wilaya d'Oran, le ministre a rappelé que les communes d'Ain Turk et Bousfar connaissaient une surcharge en plein saison estivale, ajoutant qu'il a été décidé de doter Ain Turk d'un service d'urgences alors que Bousfar bénéficiera d'une polyclinique dans le cadre de la cartographie sanitaire d'Oran.

ALGÉRIE - QATAR**Les possibilités d'exportation des produits pharmaceutique examinées**

Le ministre de l'Industrie pharmaceutique Ali Aoun, a reçu jeudi, l'ambassadeur du Qatar à Alger, Abdulaziz Ali Al-Naama, avec lequel il a discuté des moyens de renforcement de la coopération bilatérale et des possibilités d'exportation des produits pharmaceutiques algériens vers le Qatar, a indiqué le ministère dans un communiqué. Cette rencontre, tenue au siège du ministère, "s'inscrit dans le cadre du renforcement des relations algéro-qataries", et a permis "d'examiner les potentialités et les opportunités de coopération bilatérale dans le domaine de l'industrie pharmaceutique, en vue de développer le partenariat et

promouvoir l'exportation des produits pharmaceutique vers le Qatar", selon la même source. A cet effet, "il a été convenu de transmettre au ministère de la Santé publique de l'Etat du Qatar la liste des médicaments fabriqués en Algérie, afin soutenir leur exportation vers le pays frère et ami et présenter le potentiel d'investissement dans le domaine pharmaceutique, mais également d'encourager et soutenir les opérateurs du domaine".

Enfin, les deux parties ont évoqué les possibilités d'investissements à travers la réalisation d'une unité de fabrication de produits pharmaceutiques algéro-qatarie, ajoute le communiqué.

INSULINE ET ANTICANCÉREUX**Les opérateurs appelés à faire plus d'efforts dans la production locale**

Le ministre de l'Industrie pharmaceutique Ali Aoun, a effectué, mardi à Alger, une visite de travail et d'inspection au niveau de plusieurs unités de production implantées à Sidi Abdallah (Ouest d'Alger), durant laquelle il a appelé les opérateurs à faire plus d'efforts dans le domaine de la production locale de médicaments vitaux, notamment l'insuline et les anticancéreux.

Le ministre, accompagné du wali d'Alger Mohamed Abdennour Rabebi, a entamé sa visite au niveau du complexe de production de Sanofi

où il a appelé les responsables de ce site à "accélérer le lancement de la production de l'insuline" quitte à ce que ce soit de manière "manuelle" en attendant l'automatisation du processus. Aoun a même déclaré qu'il allait "peut-être" revoir le programme d'importation d'insuline de Sanofi, "si ce laboratoire ne s'engage pas à moyen terme à produire l'insuline en Algérie", avertissant que "la position confortable d'importation de l'insuline dans laquelle s'installe Sanofi "ne va pas durer longtemps". Le ministre a appelé, égale-

ment, les responsables de Sanofi, à "élargir" leur gamme de médicaments produits en Algérie pour y inclure certaines références qu'elle produit dans d'autres unités, à l'étranger, alors qu'elle les importe actuellement pour l'Algérie. Le deuxième point de la visite de M. Aoun était l'usine du laboratoire Medi Pharma International, une filiale d'un groupe pharmaceutique jordanien Dar Al Dawa, où il a annoncé qu'"une réunion sera organisée au cours du deuxième trimestre de 2023 entre le ministère de

l'Industrie pharmaceutique et tous les laboratoires arabes exerçant en Algérie afin d'élaborer une feuille de route pour développer la coopération entre l'Algérie et ces opérateurs". Réagissant à une question sur la non disponibilité des anticancéreux sur le marché, lors d'un point de presse tenu en marge de cette étape de la visite, le ministre a déclaré que "seuls cinq anticancéreux connaissent des tensions sur le marché, aujourd'hui", tout en affirmant que "des lots de ces produits sont au niveau de l'aéroport".

L'ANPP signera une convention avec la Faculté de pharmacie

Le ministre a inspecté, par la suite, l'usine du laboratoire algéro-turc, Abdi Ibrahim Remede Pharma, avant de rejoindre le quatrième point de sa tournée, à savoir l'usine du laboratoire El Kendi pharmaceutical, filiale de MS Pharma.

Lors d'un point de presse animé sur place, il a exhorté les responsables de ce laboratoire d'accélérer la cadence pour le lancement, au plus tôt, du projet de production de médicaments d'oncologie".

Ce projet dont l'entrée en production est prévue en 2024, selon le directeur du complexe d'El Kendi, Ibrahim Benyoucef, qui a expliqué que la concrétisation de ce projet est liée aux délais de réception des équipements", ajoutant que l'opérateur fait des efforts avec ses fournisseurs pour les écarter.

A cette occasion, M. Aoun a annoncé la signature prochaine d'une convention entre l'Agence nationale de produits pharmaceutiques (ANPP) et la Faculté de

pharmacie, afin d'élaborer une solution à même de réduire la durée d'étude des dossiers d'enregistrement des médicaments.

L'objectif étant, selon lui, "d'éradiquer d'ici la fin du 1er semestre 2023 le problème des quelques 300 à 400 dossiers d'enregistrement en suspens au niveau de l'ANPP, tout en augmentant les capacités de traitement des dossiers par cette agence".

PANDEMIE DE COVID-19

La situation sanitaire en Chine s'améliore (ministère)

La situation sanitaire en Chine s'améliore, a indiqué lundi le ministère chinois des Affaires étrangères, soulignant que le pays a renforcé ses capacités de traitement, de détection et de vaccination contre le virus du Covid-19.

"La Chine a pris l'initiative d'assurer les mesures de contrôle de la pandémie à la lumière de l'actuelle situation pandémique", a dit le Porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Wang Wenbin, lors d'un point de presse.

A présent, l'accent est mis sur la prévention de cas graves, les départs concernés intensifiant les efforts afin d'allouer les ressources médicales nécessaires, augmenter la production de



médicaments, élargir la vaccination et protéger les catégories vulnérables, dont les personnes âgées et les enfants, a-t-il souligné.

La Chine suspend la délivrance de visas de court séjour pour les Sud-Coréens

La Chine a suspendu la délivrance des visas de court séjour pour les Sud-Coréens, a annoncé mardi l'ambassade de Pékin à Séoul, en réponse aux restrictions sanitaires imposées par Séoul aux voyageurs chinois, qu'elle juge "discriminatoires".

"Les ambassades et consulats en Corée vont suspendre la délivrance de visas de court séjour pour les citoyens coréens", a indiqué l'ambas-

sade, précisant que ces mesures "seront ajustées en fonction de la suppression par Séoul des restrictions d'entrée discriminatoires à l'égard de la Chine". En décembre, Séoul a imposé une série de restrictions sanitaires pour les voyageurs en provenance de la Chine continentale, notamment des restrictions en matière de visas, de vols et l'obligation de présenter des tests de dépistage,

invocant une recrudescence des cas de Covid-19 en Chine. Les voyageurs en provenance de Chine doivent désormais fournir un test PCR négatif effectué dans les 48 heures précédant l'embarquement à destination de la Corée du Sud ou un test antigène négatif effectué dans les 24 heures précédant le départ. Séoul a également restreint la délivrance de visas de court séjour aux res-

sortissants chinois, à l'exception des fonctionnaires, des diplomates et des personnes ayant des objectifs humanitaires et commerciaux cruciaux, jusqu'à fin janvier.

Séoul a également réduit le nombre de vols en provenance de Chine, qui doivent en outre désormais atterrir uniquement à l'aéroport international d'Incheon, à une cinquantaine de kilomètres à l'ouest de Séoul.

Les restrictions liées à la COVID-19 imposées aux voyageurs chinois sont inutiles (autorités sanitaires danoises)

Les restrictions imposées aux voyageurs chinois entrant au Danemark ne sont pas nécessaires, a déclaré lundi le ministère danois de la Santé.

"Il n'y a aucune exigence contrainte de test avant d'entrer au Danemark depuis la Chine", a indiqué le ministère à la suite d'une évaluation des mesures potentielles de lutte contre la COVID-19.

Pour aider à prévenir les infections, des tests antigéniques gratuits sont pro-

posés aux personnes arrivant au Danemark sur des vols directs en provenance de Chine, mais la Commission danoise des épidémies a affirmé lundi qu'il n'y avait actuellement "aucun risque significatif de propagation de la COVID-19 de la Chine au Danemark, ni de risque significatif d'introduction de nouveaux variants du virus, car il existe une forte immunité de la population au Danemark". Une évaluation antérieure du Statens Serum Institut (SSI), le centre

national danois pour la prévention et le traitement des maladies infectieuses, était parvenue à la même conclusion.

De son côté, Sophie Lohde, la ministre danoise de l'Intérieur et de la Santé, devrait fournir mardi un rapport actualisé lors d'une réunion avec des membres de la Commission des épidémies au Parlement.

"Le gouvernement suivra les recommandations du SSI et de la Commission des épidémies", a-t-elle noté.

BURUNDI

Deux morts à la suite d'une épidémie de choléra dans l'ouest du pays

Kajaga et ont discuté avec les pêcheurs qui ont confirmé la présence du syndrome diarrhéique à cet endroit.

"Ils (ces pêcheurs) ont confirmé la présence du syndrome diarrhéique et ont ajouté que sept personnes avaient déjà contracté la maladie.

Deux d'entre eux sont morts", a précisé M. Nibigira. Il a indiqué que parmi le s

urvivants, trois avaient été admis à l'hôpital médical de Kajaga tandis que deux autres ont été envoyés à l'hôpital Prince Régent de Bujumbura.

"Des échantillons ont été prélevés sur eux et envoyés à l'Institut national de santé publique (INSP) qui a confirmé la présence du choléra dans ces échantillons", a-t-il dit.

"Face à cette situation, en collaboration avec l'administration, nous avons pris

des mesures, notamment une forte sensibilisation sur les mesures d'hygiène pour éviter la propagation du choléra", a déclaré M. Nibigira.

Le 1er janvier, la ministre burundaise de la Santé publique et de la Lutte contre le sida, Sylvie Nzeyimana, a déclaré une épidémie de choléra dans la capitale commerciale de ce pays d'Afrique de l'Est, Bujumbura.

Dans un communiqué de presse, elle a déclaré que neuf cas suspects de choléra avaient été identifiés le 30 décembre 2022 dans le district sanitaire du nord de la capitale commerciale Bujumbura avec des symptômes de diarrhée et de vomissement, principalement dans le quartier de Bukirasazi, dans la zone de Kinama.

Le lendemain, deux autres cas suspects ont été identifiés dans le quartier de Mutakura, proche de Bukirasazi.

**MALAWI
Appel aux dons pour lutter contre le choléra**

Le Malawi a fait un appel aux dons auprès des entreprises et organisations publiques et privées en vue de l'aider à combattre l'actuelle épidémie de choléra qui frappe durablement le pays.

Le Groupe de travail présidentiel sur le coronavirus et le choléra a lancé cet appel lundi dans un communiqué alors que le bilan continue de s'alourdir.

En date du dimanche 8 janvier, l'épidémie a fait 704 morts depuis mars 2022, quand le premier cas a été enregistré.

Sur ces 704 décès, 109 ont été enregistrés sur le seul mois de janvier.

Les dons "devraient couvrir divers écarts que l'on constate actuellement dans la prévention, le contrôle et la gestion des cas dans le pays", selon le communiqué co-signé par la ministre de la Santé, Khumbize Kandodo Chiponda et le co-président du groupe de travail Wilfred Chalamira Nkoma.

L'aide recherchée par le groupe de travail inclut des fournitures médicales, des lits percés pour cholériques, des tentes, des gants d'examen et de travail, des bottes en caoutchouc, des lampes solaires, des seaux munis de robinets, des tabliers, du savon, du chlore, des sels de réhydratation orale (SRO) et de l'argent, énumère le document.

Le Malawi a signalé plus de 21.000 cas de choléra depuis mars dernier.

Jusqu'à dimanche, la capitale Lilongwe et Blantyre, la deuxième plus grande ville du pays, ont respectivement enregistré 133 et 119 décès.

**BRÉSIL
Bolsonaro hospitalisé aux Etats-Unis (médias)**

L'ex-président brésilien Jair Bolsonaro a été hospitalisé à Orlando, en Floride, (sud-est des Etats-Unis) avec de fortes douleurs abdominales, ont annoncé lundi plusieurs médias, sans citer de source.

L'ancien chef d'Etat d'extrême droite avait quitté le Brésil deux jours avant la fin de son mandat, boudant la cérémonie d'investiture de son successeur de gauche, Lula, pour aller dans la propriété d'un ex-champion d'arts martiaux, José Aldo, à Orlando.

Bolsonaro a été admis à l'hôpital AdventHealth Celebration en raison de "fortes douleurs abdominales", a rapporté le quotidien O Globo, au lendemain d'un violent assaut de ses partisans contre le palais présidentiel, le Congrès et la Cour suprême de Brasilia, pour lequel il a démenti toute responsabilité. Jair Bolsonaro, 67 ans, garde de graves séquelles de l'attentat à l'arme blanche qui a failli lui coûter la vie en septembre 2018, juste avant son élection à la présidence.

Oclusions, sub-occlusions ou adhérences intestinales: il a été hospitalisé en urgence une demi-douzaine de fois et réopéré six fois depuis la fin 2018.

**PALESTINE
Manifestation contre les entraves sionistes à l'importation de matériel médical**

Des dizaines de soignants palestiniens ont circulé lundi à bord d'ambulances dans la bande de Ghaza pour protester contre les entraves sionistes à l'importation d'équipement médical, ont rapporté des médias.

L'entité sioniste, qui impose un strict blocus sur la bande de Ghaza, y interdit l'entrée de nombreuses marchandises.

"Empêcher l'entrée de matériel médical signifie la mort à petit feu des patients de Ghaza", pouvait-on lire lundi sur une banderole apposée sur le capot d'une ambulance.

Quelque 25 véhicules, avec à leur bord des dizaines de soignants, ont longé la barrière sioniste ultra-sécurisée qui sépare le territoire palestinien occupé et les colonies sionistes.

"L'occupation sioniste renforce sa mainmise sur le matériel médical et entraîne l'acheminement jusque dans des hôpitaux, ce qui accroît la souffrance des patients", a dénoncé lundi le porte-parole du ministère de la Santé, Ashraf Al-Qodra.

APS

SENIORS L'ACTIVITÉ PHYSIQUE PERMET DE MIEUX VIEILLIR

Faire du sport régulièrement permet de vieillir mieux et d'être en bonne santé plus longtemps, selon une nouvelle étude publiée dans la revue Journal of Physiology.

Toutes les études scientifiques sont unanimes, faire du sport régulièrement est excellent pour la santé et permet de mieux vieillir. Les conclusions de cette nouvelle publication confirment à nouveau les bienfaits santé de l'activité physique.

Les volontaires de l'étude étaient des cyclistes amateurs. 84 hommes et 41 femmes âgés entre 55 et 79 ans, capables de pédaler, respectivement, 100 kilomètres en moins de 6,5 heures et 60 kilomètres en 5,5 heures.

Les chercheurs King's College, à Londres (Royaume-Uni) ont étudié les dossiers médicaux des participants pour notamment pour mesurer leur fonction cardiovasculaire, respiratoire, neuromusculaire, métabolique, endocrinienne et cognitive, leurs force osseuse, leur santé en général et de leur bien-être.

Les résultats de l'étude révèlent que les effets du vieillissement n'apparaissent pas chez ces individus. La force musculaire et la

capacité pulmonaire, par exemple, étaient ainsi similaires entre les volontaires plus jeunes et plus âgés. Et lors d'un test qui évalue les risques de chute, la performance de certains participants équivalait à celle de gens beaucoup plus jeunes.

« Le vieillissement est une expérience hautement personnelle qui sera influencée par les habitudes de vie des individus. Mais les gens actifs sont susceptibles de profiter de quelques années de qualité de vie en plus, comparativement aux gens sédentaires », concluent les auteurs de l'étude.

LA MARCHE : À CONSOMMER SANS MODÉRATION

Pour garder la forme et préserver sa santé, l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) recommande de faire 10 000 pas par jour. Les bienfaits de l'activité physique sont en effet scientifiquement démontrés.

Les résultats de l'étude révèlent que les effets du vieillissement n'apparaissent pas chez ces individus. La force musculaire et la



du sein, de 26 % le risque de développer un cancer colorectal, de 25 % le risque d'être victime d'une attaque cérébrale et de 34 % le

risque de diabète. La sédentarité est aujourd'hui le 4ème facteur de risque de mortalité précoce (attention, erreur que tu fais souvent

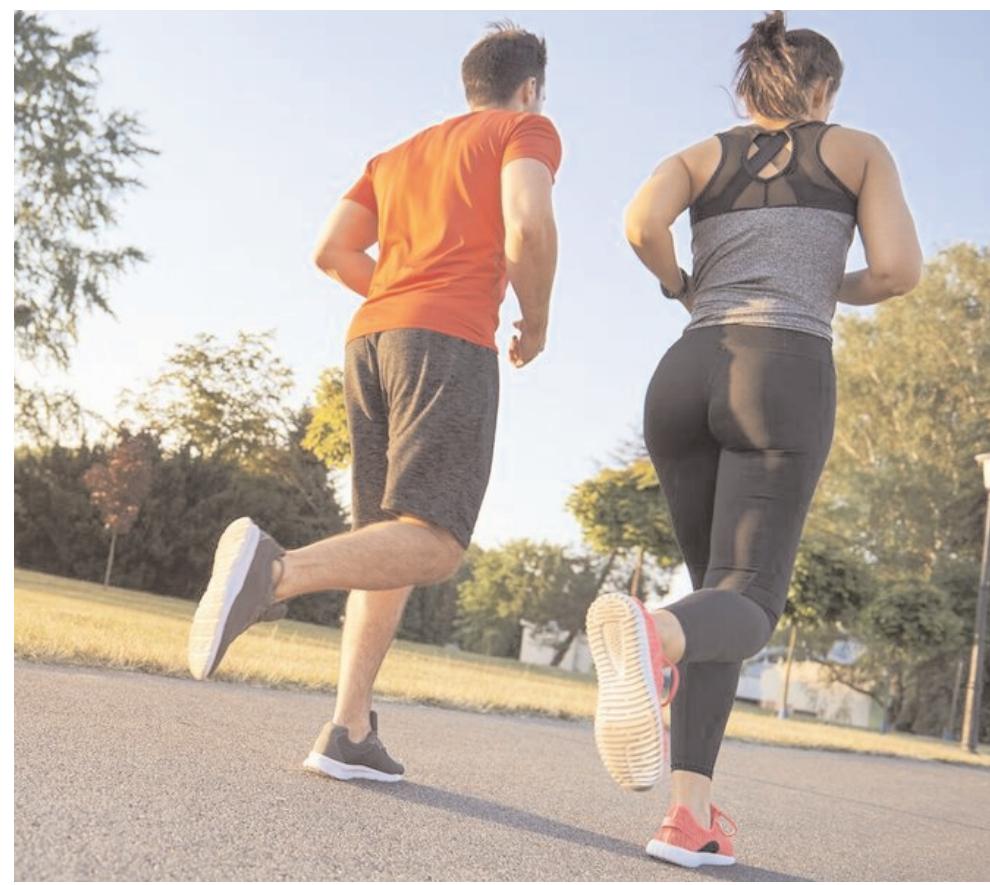
: on a 100% de risque de mourir un jour !) dans le monde après l'hypertension artérielle, le tabagisme et le diabète.

EN FAITES-VOUS ASSEZ ?

Santé Publique France publie un état des lieux du niveau d'activité physique des adultes et enfants. Le constat : les Français sont trop sédentaires et ne suivent pas les recommandations de l'OMS. Vous le savez : toute activité physique a des effets bénéfiques sur la santé. Une activité physique régulière permet en effet de maintenir ou d'améliorer les capacités cardiorespiratoires et de limiter les risques de pathologies, en particulier de protéger votre cœur. Et pour prévenir ces pathologies, il faut d'une part être physiquement actif et, d'autre part, limiter les comportements sédentaires. Les deux sont complémentaires. En somme, si vous allez à la salle de sport deux fois par semaine, mais que le reste du temps, vous êtes assis devant votre PC, vous n'êtes pas considéré comme "actif". Et rassurez-vous, vous n'êtes pas seul ! Les Français sont trop peu nombreux à pratiquer suffisamment d'activité physique, selon une étude publiée ce 9 juin, dans le Bulletin épidémiologique hebdomadaire de Santé publique France. L'étude repose sur une enquête (Esteban) réalisée entre 2014 et 2016. Que faut-il retenir ?

LES FEMMES SONT DE PLUS EN PLUS SÉDENTAIRES

Comparativement à 2006, date de la précédente enquête, les données recueillies montrent que les hommes sont de plus en plus actifs, alors que le niveau d'activité physique diminue chez les femmes. En effet, 71% des hommes et un peu plus de la moitié (53%) des femmes font suffisamment d'activité physique. Lors de la précédent



étude en 2006, 63% des deux sexes atteignaient les recommandations en matière d'activité physique. « Ces résultats mettent en lumière la nécessité d'intervenir conjointement pour augmenter le niveau d'activité physique de la population et limiter le temps passé dans des comportements sédentaires, commentent les au-

teurs de cette étude. Il est nécessaire d'agir sur ces deux facteurs indépendamment l'un de l'autre et de manière ciblée selon les besoins de chacun. Une attention particulière doit être portée aux femmes, chez qui ces facteurs se sont dégradés de manière plus prononcée au cours de ces 10 dernières années.»

LA FAUTE AUX ÉCRANS ?

L'étude souligne par ailleurs que le temps quotidien passé devant les écrans a fortement augmenté ces dernières années, tant chez les adultes que chez les enfants. Huit adultes sur dix déclarent ainsi passer 3 heures ou plus par jour devant un écran en dehors de leur activité professionnelle, contre un peu plus de la moitié (53 %) en 2006-2007, une augmentation davantage marquée chez les femmes.

ET VOUS, FAITES-VOUS SUFFISAMMENT D'ACTIVITÉ PHYSIQUE ?

Rappelons que l'activité physique se définit comme "tout mouvement corporel produit par les muscles qui requiert une dépense d'énergie". Elle englobe ainsi l'activité physique effectuée durant les loisirs, les jeux, l'éducation physique, les sports, les déplacements, les activités professionnelles ou encore domestiques. Selon l'OMS, l'activité physique est :

une activité d'endurance d'intensité modérée, à pratiquer pendant 2h30 par semaine ou une activité intense à pratiquer pendant 1h15. A cela doit s'ajouter un peu d'exercices de renforcement musculaire (pilates, yoga, fitness...), idéalement deux fois par semaine.

Maladies chroniques : l'exercice physique comme premier médicament

L'Inserm recommande que les personnes atteintes de maladies chroniques se fasse prescrire systématiquement de l'activité physique pour éviter la ré-hospitalisation. Dans de nombreuses pathologies chroniques le repos a longtemps été la règle. Mais de plus en plus d'études scientifiques montrent que non seulement l'activité physique n'aggrave pas les symptômes de la maladie, mais qu'à l'inverse, elle a des effets bénéfiques. Et que ces effets bénéfiques sont d'autant plus importants que le sport est introduit tôt après le diagnostic. Un groupe d'experts de l'Inserm vient à son tour souligner l'importance de l'activité physique dans le traitement des maladies chroniques, insistant pour que la prescription soit faite systématiquement.

UN MINIMUM DE 3 SÉANCES PAR SEMAINE

Dans son expertise, l'Inserm élaboré des recommandations spécifiques par pathologie. Les exercices diffèrent mais la fréquence est la même pour tous : un minimum de 3 séances par semaine pour réduire le risque de ré-hospitalisation. Ses recommandations :

Obésité : mettre l'accent sur la diminution du tour de taille plutôt que sur la perte de poids et proposer des programmes d'activité d'endurance.

Diabète de type 2 : privilégier l'association du renforcement musculaire et des activités d'endurance dans des intensités modérées à fortes.

Insuffisance cardiaque : idéalement, 30 minutes d'activité modérée 5 fois par semaine dans la dernière phase du programme, qui doit être poursuivi tout au long de la vie.

Accident vasculaire cérébral (AVC) : réduire l'impact des séquelles neuromusculaires sur la qualité de vie du patient et prévenir les récidives en améliorant les capacités cardiorespiratoires et la force musculaire par une activité physique régulière intégrant la pratique des gestes journaliers.

Bronchopneumopathie chronique obstructive (BPCO) : améliorer la qualité de vie et réduire les limitations fonctionnelles liées aux complications grâce à l'endurance, du renforcement musculaire, de la natation, du tai chi...)

Asthme : réduire l'importance et la fréquence des crises par des activités d'endurance

Cancers : réduire les effets secondaires liés au cancer et aux traitements (déconditionnement musculaire, fatigue, intolérance au traitement...) ainsi que les récidives en proposant des programmes combinant endurance et renforcement musculaire

Dépression : prévenir les récidives et améliorer les symptômes dépressifs par des programmes combinant endurance et renforcement musculaire.

SENIOR : L'ACTIVITÉ PHYSIQUE FAVORISE LE BIEN-ÊTRE ET RÉCIPROQUEMENT

Le bien-être psychologique peut être lié à une amélioration de la santé, car que les gens plus heureux sont plus enclins à pratiquer régulièrement une activité physique.



Il existerait un lien entre bien-être psychologique et activité physique chez les adultes de 50 ans et plus, selon les résultats d'une étude publiée dans la revue médicale. En effet, le sport améliore l'humeur et le bien-être psychologique rend plus enclin à pratiquer une activité sportive.

Les chercheurs de l'Université Chapman au Royaume-Uni ont mené une étude de onze ans, pendant laquelle les participants ont été interrogés sur la fréquence et l'intensité de leur activité physique au travail et pendant leur temps libre. Ils ont été classés en catégories d'activité : sédentaire, faible activité, activité modérée et activité élevée.

L'étude comprenait 9 986 adultes de plus de 50 ans qui ont été évalués jusqu'à six fois sur une moyenne de 11 ans. L'âge moyen des participants était de 63,7 ans.

AMÉLIORER LE BIEN-ÊTRE PSYCHOLOGIQUE ET L'ACTIVITÉ PHYSIQUE DES PERSONNES ÂGÉES

« Les chercheurs ont longtemps étudié comment l'activité physique pouvait conduire à une amélioration de l'humeur et des sentiments », explique Julia Boehm, auteure principale de l'étude. « Cependant, nous voulions comprendre si être heureux et optimiste pouvait encourager une personne à être physiquement active ». Les chercheurs ont découvert qu'un plus haut niveau de bien-être psychologique au début de l'étude était associé à des niveaux plus élevés d'activité phy-

sique pendant plus d'une décennie. Ils ont aussi observé que les personnes au début de l'étude qui avaient un niveau élevé de bien-être psychologique et qui étaient physiquement actives au départ étaient moins susceptibles de devenir inactives au fil du temps.

LES PERSONNES ÂGÉES TROP PEU ACTIVES

Les taux d'activité physique sont relativement faibles chez les adultes d'âge moyen et diminuent

progressivement jusqu'à 75 ans. Il s'agit donc d'identifier non seulement les facteurs modifiables qui réduisent la probabilité d'une baisse des niveaux d'activité, ou qui contribuent à l'initiation et au maintien de l'activité physique chez les personnes âgées. En effet, les interventions qui augmentent l'activité sportive peuvent réduire le fardeau de la mauvaise santé plus tard dans la vie. « Ces résultats ont des implications pour les soins de santé car les professionnels ont souvent des difficultés à persuader les seniors d'augmenter l'activité physique », a expliqué le Dr Boehm. « Les résultats de cette étude suggèrent que des niveaux plus élevés de bien-être psychologique peuvent précéder l'augmentation de l'activité physique. Il est donc possible que le bien-être psychologique soit une façon originale non seulement d'améliorer la santé psychologique mais aussi d'accroître l'activité physique ».

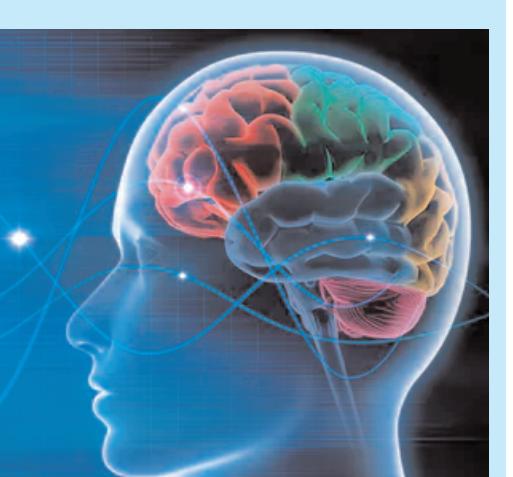
L'ACTIVITÉ PHYSIQUE POUR RAJEUNIR SON CERVEAU

Grâce à une activité physique régulière, des seniors participants à une étude et atteints de troubles cognitifs ont amélioré leurs capacités de réflexion. Si bien que leurs cerveaux ont même « rajeuni ».

UNE INVERSION DU VIEILLISSEMENT LIÉE AU SPORT

Les seniors affectés aux groupes comprenant de l'exercice marchaient, couraient ou faisaient du vélo 45 minutes trois fois par semaine. Au début et à la fin de l'étude de six mois, les chercheurs ont par ailleurs évalué leurs capacités de réflexion, appelées fonction exécutive, des participants. Cette fonction exécutive est la capacité d'une personne à réguler son comportement, à prêter attention, à s'organiser et à atteindre ses objectifs.

« Ces nouveaux sportifs » ont présenté une amélioration significative de leurs capacités de réflexion par rapport à ceux qui ne s'exerçaient pas. Pour illustrer cela, les auteurs indiquent que les volontaires avaient, au début des essais, des scores aux tests de la fonction exécutive équivalant à ceux d'une personne âgée de 93 ans. Soit 28 ans de plus que leur âge réel. Après six mois, cette



donnée était de 84 ans dans le groupe qui s'entraînait et suivait le régime. En d'autres termes, le cerveau avait rajeuni de neuf ans.

Des recherches approfondies sont désormais nécessaires avec des échantillons plus grands et sur de plus longues périodes, pour examiner si les améliorations des capacités sont durables, et quelles en sont les approches les plus efficaces.

MAROC

Des peines de prison contre 15 enseignants contractuels

Quinze enseignants contractuels marocains ont été condamnés à des peines de prison pour leur participation à des manifestations nationales réclamant une réforme de leur statut professionnel, rapportent lundi des médias locaux.



Le tribunal de Rabat, qui a rendu ces jugements, a infligé un mois de prison avec sursis, assorti d'une amende, à l'encontre de 15 professeurs contractuels poursuivis pour leur participation à des manifestations organisées dans la capitale, pour réclamer une réforme de leur statut professionnel, une crise qui paralyse l'enseignement public au Ma-

roc depuis 2019. Les enseignants étaient inculpés pour "rassemblement non autorisé" et "Violation de l'état d'urgence sanitaire".

Ce verdict s'ajoute aux condamnations qui ont touché déjà 40 professeurs.

Dans un communiqué rendu public, la Coordination nationale des enseignants contractuels dénonce ces ju-

gements "injustes" à l'encontre des enseignants et "l'indifférence vis-à-vis de leurs droits et revendications justes et légitimes". Elle a réaffirmé son attachement à l'abandon du système de contrat et à l'intégration de tous les professeurs dans la Fonction publique, tout en dénonçant les retenues sur salaires dont ils font l'objet, appelant à une participation

massive aux prochaines grèves et manifestations. Depuis 2016, le Maroc embauche des dizaines de milliers d'enseignants sur la base de contrats à durée déterminée (CDD).

Ces enseignants contractuels ont lancé depuis plus de trois ans un mouvement de grève accompagné de manifestations parfois émaillées de violences.

CONSEIL DE SÉCURITÉ

Consultations sur la situation en Afrique de l'Ouest et au Sahel

Le Conseil de sécurité de l'ONU tient mardi une séance d'information publique suivie de consultations sur la situation en Afrique de l'Ouest et au Sahel.

Les briefers attendus lors de la réunion sont la Représentante spéciale adjointe du Secrétaire général pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel et responsable du Bureau des Nations unies pour l'Afrique

de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS), Giovanie Biha, et le président de la commission de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), Omar Aliou Touray.

Le Ghana et la Suisse, porte-parole de l'Afrique de l'Ouest et du Sahel, devraient faire circuler plus tard cette semaine un projet de déclaration pré-sidentielle sur la région, selon des diplomates.

Lors de son intervention, Mme Biha devrait décrire les principales tendances dans la région, telles que décrites dans le dernier rapport du Secrétaire général de l'ONU sur l'Afrique de l'Ouest et le Sahel, en date du 3 janvier, ont indiqué les mêmes sources.

La menace terroriste s'étend depuis le Sahel vers les pays côtiers d'Afrique de l'Ouest, notamment le Bénin, la Côte d'Ivoire et le Togo, qui ont de plus en

plus été le théâtre d'attaques, a-t-on relevé.

A cette occasion, les membres du Conseil salueront les mécanismes régionaux de lutte contre les groupes terroristes, notamment l'Initiative d'Accra - qui a été créée en 2017 en réponse à la propagation du terrorisme et de la criminalité transnationale organisée vers les pays côtiers - ainsi que la Force opérationnelle interarmées multinationale (MNJTF) dans le bassin du lac Tchad.

De son côté, M. Touray devrait évoquer les défis auxquels la CEDEAO est confrontée et la coopération de l'organisme régional avec l'UNOWAS.

Ce dernier est sans représentant spécial depuis que son ancien chef, Mahamat Saleh Annadif, a été nommé ministre des Affaires étrangères dans le nouveau gouvernement de transition du Tchad, annoncé le 14 octobre 2022.

NIGERIA Six otages sauvés après l'attaque d'une gare dans le sud du pays

Six personnes ont été sauvées sur les 31 prises en otage par un groupe d'inconnus armés qui ont attaqué le week-end dernier une gare dans l'Etat nigérian d'Edo (sud), a annoncé lundi un porte-parole du gouvernement.

Le sauvetage a fait suite à une opération de ratissage menée par les agents de sécurité dans la brousse, a indiqué Chris Osa Nehikhare, le commissaire à la communication et à l'orientation, dans un communiqué.

Celui-ci a affirmé que les équipes de secours ont passé la brousse au peigne fin et travaillé sans relâche depuis l'incident.

"Nous sommes convaincus que les autres victimes seront bientôt secourues, car le personnel de sécurité, très motivé, a le moral et a redoublé d'efforts dans la poursuite des ravisseurs." Trente-deux personnes ont été enlevées par les hommes armés qui ont fait irruption samedi soir dans la gare d'Igueben, à Edo. L'un des otages est parvenu à s'échapper.

Au moins 24 personnes ont été tuées dimanche par des miliciens dans plusieurs villages d'Ituri, province du nord-est de la République démocratique du Congo (RDC) en proie à des violences communautaires, ont annoncé lundi soir des sources civiles locales.

Les miliciens Codeco (Coopérative pour le développement du Congo), qui disent défendre la communauté Lendu, sont accusés d'avoir mené ces attaques, en représailles à la mort d'un enseignant Lendu tué dimanche matin par des miliciens du groupe "Zaire" (qui dit défendre la communauté Hema), ont expliqué certaines de ces sources.

Un acteur humanitaire a annoncé dans la journée, sous couvert d'anonymat, la découverte des corps de 16 civils tués la veille "par les miliciens Codeco à Blukwa, Jisa et Largu", dans la chefferie (regroupement de villages) de Bahema Nord du territoire de

Djugu. Cette source a revu en début de soirée ce bilan à la hausse à 24 morts, après la découverte de nouveaux cadavres.

"Nous avons découvert d'autres corps à Jisa, à Largu et à Blukwa", ce qui fait passer le nombre de morts de 16 à 24, a confirmé à l'AFP Charité Banza, président de la société civile de cette chefferie. Le bilan pourrait encore s'alourdir.

"D'autres villages demeurent inaccessibles", a-t-il ajouté. "C'est une désolation... Nous mourons comme des animaux", s'est-il alarmé.

Selon lui, plusieurs maisons ont été incendiées et des biens pillés lors de ces attaques qui ont provoqué "un déplacement massif" de populations paniquées.

"Nous demandons au groupe Zaire de cesser ses provocations, aux miliciens Codeco de respecter le processus de paix de Nairobi et aux autorités de mettre des militaires dans

LIBYE Dbeibah annonce que son gouvernement est prêt à organiser des élections en 2023

Le Chef du gouvernement d'union nationale (GNU) libyen, Abdel Hamid Dbeibah, a déclaré lundi que son gouvernement était prêt à organiser des élections générales en 2023. "Le gouvernement d'union nationale et la Commission électorale nationale sont tout à fait prêts à organiser des élections nationales en Libye", a indiqué M. Dbeibah lors d'une réunion de son cabinet. "L'année 2023 sera l'année des élections, l'année de la réunification des institutions civiles, des secteurs et des organisations, l'année du soutien à toutes les personnalités nationales qui demandent et aspirent à organiser des élections réussies", a affirmé M. Dbeibah. Dbeibah a également souligné que les priorités de son gouvernement comprenaient le développement de la Libye et la prévention de la guerre et des affrontements armés. Abdoulaye Bathily, représentant spécial du secrétaire général de l'ONU pour la Libye, a exprimé samedi l'espérance de voir des élections se tenir dans le pays en 2023.

L'ONU encourage les parties libyennes à établir une voie claire pour les élections

La Mission d'appui des Nations Unies en Libye (MANUL) a encouragé les parties libyennes à parvenir rapidement à un accord "complet" et "définitif" en vue de tracer "une voie claire" pour l'organisation des élections dans le pays.

"La MANUL encourage vivement les dirigeants libyens à parvenir rapidement à un accord complet et définitif, y compris sur les questions litigieuses, afin de finaliser les étapes nécessaires pour amener le pays à des élections nationales inclusives dans un délai précis", selon un communiqué de la mission publié jeudi sur son site.

La MANUL réitère les obligations des dirigeants politiques en Libye de "démontrer un engagement véritable et continu en faveur d'une paix durable en s'appuyant sur les accords antérieurs de la Chambre des représentants et le Haut conseil d'Etat visant à résoudre la crise politique par des élections dès que possible". La mission rappelle que sa position reste claire: "un compromis national est nécessaire de toute urgence pour établir une voie claire vers les élections avec un calendrier précis pour ouvrir une nouvelle ère pour la Libye, ses voisins et la région". Le peuple libyen a besoin et mérite de choisir ses dirigeants avec une légitimité restituée aux institutions de l'Etat sans plus tarder, estime la mission, notant que, conformément à son mandat, elle demeure "prête à soutenir de véritables initiatives visant à parvenir à un consensus national vers une solution libyenne" à l'impasse politique en Libye.

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO 24 civils tués dans une nouvelle attaque de milice dans le nord-est

les villages de Hema et de Lendu" pour protéger les habitants, a demandé Désiré Mbutchu, militant d'une ONG de défense des droits humains du territoire de Djugu.

Le porte-parole de l'armée congolaise en Ituri, le lieutenant Jules Ngongo, avait de son côté évoqué lundi dans la journée quatre civils tués, deux miliciens mis "hors d'état de nuire" par les forces armées de RDC (FARDC), dont un soldat a été tué et 4 blessés dans les combats. Les Codeco étaient représentés à la session de pourparlers de paix organisée fin novembre à Nairobi avec plusieurs dizaines de groupes armés opérant dans l'est de la RDC. Les Zaïre avaient quant à eux décliné l'invitation.

Plusieurs attaques meurtrières suivies de représailles ont eu lieu depuis dans la province, riche en or et secouée depuis des années par des violences récurrentes.

PALESTINE

Escalade sioniste à El-Qods: le silence du Makhzen dénoncé

Les opposants à la normalisation au Maroc ont dénoncé le silence complice du Makhzen face aux violations de l'occupant sioniste à El-Qods occupée et aux meurtres quotidiens de Palestiniens, la démolition de leurs maisons, la confiscation de leurs terres et biens ainsi que les atteintes à leurs lieux saints.

Dans un communiqué sanctionnant une réunion sur les développements dans les territoires occupés, le Front marocain de soutien à la Palestine et contre la normalisation a déclaré que "le Comité El-Qods porte la responsabilité des violations et tentatives de judaïsation de la ville sainte, de la mosquée Al-Aqsa et la profanation des tombes chrétiennes", et a fermement condamné les crimes racistes commis par l'entité sioniste contre les Palestiniens.

Le front, qui comprend plus de 15 organisations politiques, syndicales et de défense des droits de l'Homme, a également condamné les incursions quotidiennes dans la mosquée Al-Aqsa par des colons, à leur tête le ministre extrémiste de la soi-disant "sécurité nationale", soulignant que "cette intrusion constitue un tournant dangereux qui s'inscrit dans le cadre du projet des groupes extrémistes d'imposer un fait accompli" sur les lieux.

L'instance a également exprimé son rejet catégorique de l'accueil par le Maroc d'un sommet, (le deuxième du genre à réunir des pays faisant partie des Accords dits d'Abraham), considérant cet événement comme "une alliance politique et militaire dirigée contre la résistance palestinienne et toutes les forces opposantes à l'hégémonie américaine et sioniste dans la région", appelant dans ce contexte toutes les forces marocaines solidaires avec le peuple palestinien à "dénoncer cette alliance qui constitue une menace réelle pour la paix".

Sur un autre registre, le Front marocain de soutien à la Palestine a salué la résistance palestinienne face à l'occupation sioniste, l'appelant à renforcer son unité sur le terrain, tout en annonçant son soutien à la campagne lancée par le mouvement "Boycott, désinvestissement et sanctions" (BDS) visant à boycotter les entreprises qui traitent avec l'entité occupante afin de les contraindre à arrêter l'importation des produits issus des co-

lonies et imposer le respect du droit international.

Au moment où le Makhzen garde un silence absolu sur les crimes de l'entité sioniste en Palestine occupée, des dizaines d'organisations anti-normalisation au Maroc continuent de dénoncer l'invasion du ministre sioniste controversé Itamar Ben Gvir dans l'esplanade de la Mosquée Al-Aqsa, qualifiant la démarche de "provocatrice", "lâche" et "dangereuse", tout en appelant les forces vives au Maroc à redoubler d'efforts pour "défendre le peuple palestinien et s'opposer à toute forme de normalisation".

Le collectif des associations anti-normalisation n'a pas manqué aussi de condamner le silence scandaleux de la diplomatie marocaine face à l'invasion du ministre sioniste extrémiste, qui s'ajoute à la déclaration publiée par le ministère marocain des Affaires étrangères au lendemain de l'agression sioniste sur la bande de Gaza en août dernier,

dans laquelle il n'a pas condamné les crimes de l'occupation en Palestine.

Pis encore, le Maroc a tenté d'introduire, dans un projet de déclaration de l'Organisation de la coopération islamique (OCI) sur la Palestine, un passage faisant l'éloge des efforts chimériques de son Roi, en sa qualité de président du Comité El-Qods.

Face à ces basses manœuvres, la Mission permanente de l'Algérie auprès de l'ONU à New York, forte de son argumentaire irréfragable, a exprimé ses réserves quant aux indues louanges que le Maroc voulait attribuer au président du Comité El-Qods.

Le délégué palestinien, président en exercice du Groupe arabe, a fait quant à lui sa déclaration au nom du Groupe arabe sans aucune référence à un quelconque rôle imaginaire du président du Comité El-Qods, déclaration ayant recueilli le consensus arabe, y compris du représentant marocain.

Des pêcheurs palestiniens ciblés par des tirs de la marine sioniste au large de Gaza

Des bateaux de pêcheurs palestiniens ont été ciblés dimanche par des tirs de la marine de l'occupation sioniste au large de la bande de Gaza, a rapporté l'agence de presse palestinienne, Wafa.

Selon Wafa, citant son correspondant, des vedettes de la marine sioniste, ont lancé les canons à eau et ont fait usage de balles réelles contre des pêcheurs palestiniens qui naviguaient à environ six milles marins du rivage, au nord de l'enclave palestinienne, les forçant à quitter les lieux. Aucun blessé n'a été déploré.

La marine de l'occupation sioniste cible quotidiennement les pêcheurs palestiniens au large de Gaza, -sous blocus sioniste depuis juin 2007-, par des mitrailleuses lourdes, des obus et des canons, dans le but de limiter leur activité, une source vitale de revenus pour des milliers de familles palestiniennes.

En 2022, pas moins de 63 pêcheurs palestiniens ont été arrêtés par les forces de l'entité sioniste à Gaza et 25 bateaux de différentes tailles ont été saisis, selon une source syndicale. Selon le ministère palestinien de l'Agriculture, environ 40.000 Palestiniens se nourrissent du métier de pêche qui compte environ 4.000 pêcheurs, et 1.300 embarcations.

CORRUPTION AU PARLEMENT EUROPÉEN Le journal l'Humanité publie une enquête sur le "Marocgate"

Le journal français l'Humanité a publié une enquête sur le "Marocgate", retentissant scandale de corruption au sein du Parlement européen (PE), dans laquelle il revient sur "la politique d'influence que déploie Rabat au cœur des institutions européennes" avec un mode opératoire consistant à souduoyer des eurodéputés en contrepartie de leur "alignement" sur les intérêts du régime du Makhzen.

L'enquête parue sous le titre "De Bruxelles à Paris, les amis du roi du Maroc", dans l'édition du vendredi 6, samedi 7 et dimanche 8 janvier, revient sur l'envers du décor de ce qui est déjà considéré

comme l'un des plus grands scandales de corruption ayant secoué les institutions européennes.

Le journal, qui en est au deuxième volet de son enquête sur le "Marocgate", s'est penché sur le cas de personnalités françaises qualifiées comme étant "des cibles privilégiées du lobbying de l'Etat du Maroc".

Comme dévoilé par plusieurs médias et des eurodéputés, l'auteur de l'article, Rosa Moussaoui souligne, en outre, que l'ex-eurodéputé italien Pier Antonio Panzeri aurait été "relié de longue date" aux services secrets marocains par l'entremise d'Abderrahim Atmoun,

actuel ambassadeur du Maroc en Pologne, présenté dans les audiences des enquêteurs belges comme un "pourvoyeur de cadeaux aux allures de contreparties de l'alignement de certains élus sur les positions défendues par le Maroc, en particulier sur le dossier du Sahara occidental".

Acet égard, elle s'est interrogée sur l'implication probable d'élus français à Bruxelles qui se seraient à leur tour vu offrir des cadeaux.

Le journal précise que pour l'avoir laissé entendre, l'ancien eurodéputé écologiste français José Bové est aujourd'hui visé par une plainte en diffamation déposée en

France par l'ancien ministre marocain de l'Agriculture, devenu chef du gouvernement, Aziz Akhannouch.

L'ex-eurodéputé, contacté par le journal français, raconte avoir décliné en 2015 des "propositions" -marocaines- pour "arranger les choses" alors qu'il s'opposait, comme rapporteur de la Commission du commerce extérieur, à l'accord UE-Maroc sur les mesures de libéralisation réciproque en matière de produits agricoles et de produits de la pêche.

Dans ce cadre, une note de la mission du Maroc auprès de l'Union européenne (UE) estam-

pillée "confidentiel" et divulguée en 2014 avec des milliers d'autres documents par un hacker anonyme se faisant appeler Chris Coleman - des câbles dont Rabat n'a jamais contesté l'authenticité -, alertait sur le dépôt possible "d'amendements malveillants" par des "adversaires" avant l'adoption par le PE de rapports consacrés à l'éradication de la torture dans le monde et aux relations commerciales de l'UE avec les pays de la Méditerranée. Elle préconise ensuite "un suivi permanent des questions inhérentes à, notamment, l'accord agricole Maroc-UE".

Un "club très actif" d'eurodéputés en faveur du Maroc

José Bové évoque également l'existence au PE d'un "club très actif" d'élus toujours prêts à défendre avec ferveur les intérêts de Rabat "La politique d'influence déployée par le royaume dans les enceintes européennes et l'emprise de certains relais français n'ont rien d'un mystère", souligne l'Humanité.

L'auteur de l'article a, entre autres, épingle l'ex-eurodéputé socialiste français, Gilles Pargneaux, qui fut président du groupe d'amitié UE-Maroc, "visiteur assidu du royaume couvert de décos de par le Palais" et qui s'est reconvertis dans le lobbying.

Le journal français note que l'ancienne eurodéputée socialiste portugaise Ana Gomes n'hésite pas à dépeindre Pargneaux,

sur son compte Twitter, comme "le lobbyiste du Maroc le plus effronté" qu'elle ait rencontré au Parlement européen, relevant qu'il se présentait aussi comme "conseiller" du roi.

"Et de fait, ses fréquentes interventions dans la presse du Makhzen (l'appareil monarchique), ses prises de position à Bruxelles, son acrimonie affichée à l'endroit des opposants marocains en font un soutien sans faille du régime monarchique", analyse l'Humanité.

Et d'ajouter : "Inflexible détracteur du droit à l'autodétermination du peuple sahraoui, pourtant inscrit dans le droit international, l'eurodéputé fut l'un des plus ardents défenseurs de l'accord agricole et de

l'accord de pêche annulés par la justice européenne".

Le journal français relate aussi l'expulsion en 2018 d'une espionne présumée marocaine de Belgique, une certaine Kaoutar Fal, qui avait des liens avec Gilles Pargneaux.

"La Sûreté de l'Etat (...) considère que l'intéressée constitue une menace pour la sécurité nationale, car elle a constaté que Madame Fal et ses organisations sont activement impliquées dans des activités de renseignement au profit du Maroc. Par ailleurs, Madame Fal est également en contact avec des personnes qui sont connues de la Sûreté de l'Etat pour leurs activités en faveur de services de renseignements étrangers offensifs ou pour des liens avec ceux-ci.

INVASION DE LIEUX DE POUVOIR AU BRÉSIL

Guterres "convaincu" de la poursuite du fonctionnement démocratique du pays

Le Secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, s'est dit "convaincu" lundi de la poursuite du fonctionnement démocratique du Brésil, après l'invasion des sièges du Palais présidentiel, de la Cour suprême et du Congrès, dimanche dans la capitale Brasilia, par des partisans de l'ex-président vaincu aux récentes élections.

"Je suis absolument convaincu que le Brésil fera face à cette situation avec une responsabilité adéquate, et que le fonctionnement démocratique du Brésil continuera", a déclaré M. Guterres.

Des centaines de partisans de l'ex-président Jair Bolsonaro ont envahi dimanche le Congrès, le Palais présidentiel et la Cour suprême à Brasilia, une semaine après l'investiture du président Luiz Inacio Lula da Silva dont ils refusent l'élection.

Quelques heures après le début des incidents, les forces de l'ordre, qui ont arrêté près de 200 personnes, ont repris le contrôle.

En réponse à la question d'un journaliste lors d'une conférence de presse à Genève où il se trouvait pour une conférence internationale sur le Pakistan, le chef de l'ONU s'est en outre dit "choqué" après l'invasion et le saccage des principaux lieux de pouvoir du Brésil, ajoutant qu'il faisait "confiance aux institutions brésiliennes". La veille, M. Guterres a condamné l'attaque contre les institutions démocratiques du Brésil, dans un message sur son compte Twitter.

De son côté, le Haut-Commissaire des Nations unies aux droits de l'Homme, Volker Türk, a qualifié de "choquantes", lundi, les scènes qui se sont déroulées la veille au Brésil.

Il a appelé les autorités "à mener des enquêtes rapides, impartiales, efficaces et transparentes sur les violences de dimanche et à traduire les responsables en justice".

JO-2024/ALGÉRIE

Rencontres bilatérales avec les directeurs techniques nationaux à partir de mercredi (comité)

Le Comité de suivi et d'évaluation des préparatifs de l'élite nationale organise à partir de mercredi des rencontres bilatérales avec les directeurs techniques nationaux (DTN), dans le cadre de la préparation aux Jeux olympiques 2024 de Paris, a appris lundi l'APS de ladite commission.

"Nous allons entamer à partir de ce mercredi une série de rencontres bilatérales avec les DTN relevant de sports individuels, dans le cadre des orientations du ministre de la Jeunesse et des Sports pour une meilleure préparation des athlètes algériens, en vue des Jeux olympiques 2024 de Paris", a déclaré à l'APS, le Docteur Ali Haïkoumi, coordinateur de la sous-commission ministérielle chargée du suivi et de l'évaluation de la

préparation de l'élite nationale relevant de sports individuels.

A cet égard, le Comité de suivi et d'évaluation des préparatifs de l'élite nationale a arrêté le programme des rencontres bilatérales qui auront lieu à la maison des fédérations à Dely-Ibrahim (Alger).

La journée de mercredi sera consacrée à sept fédérations nationales: Athlétisme, cyclisme, Tennis, Tennis de table, triathlon, Haltérophilie et Badminton.

Avant d'entamer cette série de rencontres, ladite commission a demandé aux fédérations concernées d'élaborer une liste élargie d'athlètes susceptibles de se qualifier aux JO-2024 de Paris, le programme de préparation de l'élite nationale ainsi que les compétitions internationales inscrites avant le rendez-vous olympique.

Le Comité de suivi et d'évaluation des préparatifs de l'élite nationale a également préconisé de



faire connaître les aptitudes techniques des entraîneurs nationaux ainsi que les moyens humains et

financiers qui seront mis pour une bonne préparation de l'élite nationale.

HAND/MONDIAL-2023

La sélection algérienne à pied d'œuvre à Varsovie



La sélection algérienne de handball est arrivée lundi à Varsovie (Pologne) pour prendre part aux championnats du

monde-2023, prévus du 11 au 29 janvier en Pologne et en Suède, a indiqué la Fédération algérienne de handball (FAHB).

Conduite par Karima Taleb, présidente de l'instance fédérale et Kadi Abdelkader, 1er vice-président de la FAHB, la délégation algérienne, a pris ses quartiers dans un hôtel de la capitale polonaise.

La sélection algérienne a rallié la capitale polonaise après avoir disputé deux matchs amicaux face à son homologue tunisienne (deux défaites : 32-30 et 29-23). Parmi les 19 joueurs convoqués par l'entraîneur national, Rabah Gharbi, un seul élément manquait à l'appel, l'ar-

rière gauche Messaoud Berkous, blessé à la cheville lors du tournoi amical de Carpati à Bucarest (Roumanie). Le capitaine de l'équipe nationale qui a manqué les deux matchs amicaux face à la sélection tunisienne, n'a pas réussi à se remettre de sa blessure à la cheville malgré les efforts du staff médical, selon l'instance fédérale.

Lors du 28e championnat du monde, l'Algérie évoluera dans le groupe E, en compagnie du Qatar, de la Serbie, et de l'Allemagne, alors que la Tunisie, 3e

à la dernière CAN 2022 disputée en Egypte, a hérité du groupe H aux côtés du Danemark, de la Belgique et du Bahreïn.

La sélection algérienne entamera le tournoi face à la Serbie, le vendredi 13 janvier à la salle Spodek à Katowice (Pologne), avant de défier le Qatar, champion d'Asie, le dimanche 15 janvier dans la même enceinte.

Le sept national bouclera le tour préliminaire face à l'Allemagne, le mardi 17 janvier toujours à la salle Spodek.

ATHLÉTISME / CHAMPIONNATS ARABES DE CROSS-COUNTRY

La liste de la sélection algérienne sera arrêtée le 14 janvier

La liste des athlètes algériens qui représenteront les couleurs nationales aux prochains Championnats arabes de Cross-country, prévus le 5 février dans la capitale égyptienne, Le Caire, sera arrêtée lors du Challenge national de Bordj Bou Arréridj, qui se déroulera le 14 janvier dans les Hauts-Plateaux, a appris l'APS

lundi auprès de la Fédération d'athlétisme (FAA).

Une sélection qui se fera "en fonction du niveau des athlètes" et qui déterminera si l'Algérie pourra s'engager "dans les épreuves par équipes, ou se contentera de participer seulement en individuel" a-t-on encore détaillé de même

source. "Les athlètes sélectionnés pour les Championnats arabes devront faire l'impasse sur le Championnat national de cross, prévu le 29 janvier courant à Tizi-Ouzou", pour garder leur forme et éviter d'éventuelle blessures à seulement quelques jours du rendez-vous égyptien.

Championnat régional de Karaté-do en kumité cadets cadettes samedi prochain à Saida

Le championnat régional de karaté-do en kumité cadets-cadettes aura lieu samedi prochain à la salle omnisports Ali-Kafi de Saida, a-t-on appris lundi auprès de la ligue organisatrice. Cette manifestation d'arts martiaux d'une journée, organisée par la ligue de wilaya de Saida de karaté-do en collaboration avec la direction de la jeunesse et des

sports locale et la Fédération algérienne de la discipline, verra la participation de plus de 200 karatékas filles et garçons issus de 5 ligues de wilayas de l'Ouest du pays, à savoir Mostaganem, Tiaret, Relizane, Oran et Saida. Cette compétition sera dirigée par plus de 20 arbitres de la Fédération algérienne de karaté-do et prévoit le déroulement des

éliminatoires dans la matinée dans quatre catégories poids en filles et cinq chez les garçons, alors que les finales aura lieu en soirée. A l'issue de cette phase régionale, les six premiers de chaque catégorie de poids filles et garçons seront qualifiés à la phase finale du championnat d'Algérie, prévue les 3 et 4 février à El Oued.

CYCLISME

Course régionale toutes catégories samedi à Sidi Bel-Abbes

Une course régionale de cyclisme toutes catégories, aura lieu samedi à Ain Trid à Sidi Bel-Abbes, a-t-on appris lundi auprès des organisateurs. Cette compétition de la petite reine, organisée par la Fédération algérienne avec le concours de la ligue de cyclisme de la wilaya de Sidi Bel-Abbes, verra la participation de plus de 100 coureurs cyclistes minimes, cadets, juniors et seniors de 25 clubs de huit ligues de wilayas de l'Ouest du pays. Cette course régionale se déroulera sur un circuit fermé de 3 kilomètres à proximité du lac de Sidi M'hamed dans la commune d'Ain Trid. Les minimes devront parcourir une distance de 18 km, les cadets 30 km et les juniors et seniors 75 km. Cette course de la Petite-Reine s'inscrit dans le cadre de l'application du programme du calendrier régional.

TENNIS / CHAMPIONNATS D'AFRIQUE DU NORD U14 ET U16

L'Algérienne Wissal Boudjemaoui en finale des U16



La joueuse de tennis algérienne Wissal Boudjemaoui s'est qualifiée lundi pour la finale des Championnats d'Afrique du Nord, catégorie des moins de 16 ans, qui se déroulent du 7 au 15 janvier courant, dans la capitale égyptienne Le Caire.

actuellement en Egypte, après sa victoire en demi-finale contre l'Egyptienne Jaian Khaled Ibrahim (2-0). Boudjemaoui a assez facilement remporté le premier set 6-4 contre la tête de série N., avant de s'adjuger le deuxième sur le même score (6-4).

De son côté, Maria Badache n'a pas réussi à atteindre la finale, après sa défaite en demi-finale contre la tête de série N1, l'Egyptienne Jany Hossam Salah (6-2, 7-5). C'est donc cette dernière qui sera l'adversaire de Boudjemaoui en finale, prévue le mardi 10 janvier. L'Algérie a engagé un total de douze tennismen dans ces Championnats d'Afrique du nord, catégories des moins de 14 ans et des moins de 16 ans, qui se déroulent du 7 au 15 janvier courant, dans la capitale égyptienne Le Caire.

Chez les moins de 14 ans, les entraîneurs nationaux Ahmed Ouadane et Djilleli Laslah ont retenu le trio Abdenacer Ghouli, Yacine Meghari et Mohamed Abidat chez les garçons, ainsi que Lydia Arezki, Houda Benamar et Nora Iachourène chez les filles.

Chez les moins de 16 ans, ils ont jeté leur dévolu sur Chakib Laiheim, Wassim Benguergoura et Farès Belamiri chez les garçons, ainsi que Maria Badache, Wissal Boudjemaoui et Mélissa Benamar chez les filles.

Cinq parmi ces douze tennismen ont réussi à se qualifier pour les quarts de finale, mais seule Wissal Boudjemaoui a pu atteindre la finale. Elle représente donc l'unique chance de l'Algérie de remporter un titre dans ce tournoi.

C H A N 2 0 2 2

Le match d'ouverture Algérie-Libye sera diffusé dans au moins 66 pays (CAF)

Le match d'ouverture du 7e Championnat d'Afrique des nations CHAN-2022 (reporté à 2023), réservé aux joueurs locaux, prévu vendredi entre l'Algérie à la Libye au stade Nelson Mandela de Baraki (20h00) sera retransmis dans au moins de 66 pays, a annoncé la Confédération africaine de football (CAF) mardi sur son site officiel.

"Au moins 66 pays suivront l'acte d'ouverture depuis Alger, le vendredi 13 janvier à 20h00 (19h00 GMT), où plus de 24 caméras seront utilisées, avec notamment des équipes de production supplémentaires autour du stade qui donneront une plus grande couverture au tout premier CHAN joué sur le sol algérien", a précisé l'instance continentale.

Cette 7e édition verra la participation pour la première fois de 18 pays, répartis en trois groupes de quatre et deux groupes de trois. "Des légendes du football africain, dont le Ghanéen John Paintsil, l'Ivoirien Siaka Tiene, l'ancienne star algérienne Noureddine Boumaâs et le Zambien Clifford Mulenga, feront partie de l'équipe historique de commentateurs TV de la CAF lors du CHAN-2022", précise la même source, soulignant que "pour la première fois, la CAF aura des commentateurs sur place accompagnés d'analystes dont la plupart sont des légendes du football africain".

"Quand nous disons que le football africain doit être compétitif au niveau mondial, nous voulons aussi dire que le produit télévisuel doit être le meilleur.

Notre équipe de diffusion et de télévision a travaillé dur pour s'assurer que nous réalisons des productions de classe mondiale.

L'équipe explore les technologies modernes, notamment les caméras araignées", affirmé la directrice des opérations de la CAF, Abi Ijasamni. Le Mozambicain Tico-Tico Bucuane, l'Ivoirien Eric Babou, l'ancien international botswanais Dipsy Selolwane et l'ex-milieu de terrain camerounais Joel Epalle sont les autres an-



ciers footballeurs africains de haut niveau qui seront utilisés par la CAF en tant qu'analystes pour la première fois dans l'histoire de la compétition. "Des investi-

ssements plus importants sont réalisés dans la production. Alors que dans le passé, un plan standard de 10 à 14 caméras était utilisé, la CAF double désormais le

nombre de caméras, avec l'introduction d'une caméra araignée pour tous les matchs au stade Nelson Mandela", conclut la CAF.

Groupe D - Mali : les "Aigles" espèrent survoler la 7e édition

L'équipe malienne de football A', finaliste malheureux à deux reprises (2016 et 2021), espère créer l'exploit lors du 7e Championnat d'Afrique des nations CHAN-2022 (reporté à 2023) en Algérie (13 janvier - 4 février), et rejoindre le cercle fermé des nations sacrées.

Deux ans après avoir raté le privilège de soulever le trophée, en s'inclinant en finale de la précédente édition disputée au Cameroun 2020 (reporté à 2021) face au Maroc (2-0), les Maliens abordent le rendez-vous d'Algérie avec l'intention de faire bonne figure et faire mieux que ces précédentes participations.

Les "Aigles", dont il s'agit de la cinquième présence au CHAN, devront tout d'abord passer l'écueil du premier tour, eux qui ont hérité du groupe D à trois, en compagnie de l'Angola et de la Mauritanie.

Seul le premier de cette poule se qualifiera pour les quarts de finale.

Pays reconnu pour sa formation locale, le Mali regorge de nombreux centres et académies de football d'où sortent les joueurs qui regorgent la sélection locale.

Et les gros clubs du pays sont les pourvoyeurs de la sélection. Le Mali a assuré sa qualification, en éliminant la Sierra Leone. Deux victoires (2-1 en aller) et 2-0 à Bamako avec un groupe

de joueurs issus des meilleurs clubs du pays. Du Stade Malien au Djoliba en passant par l'AS Real Bamako.

C'est avec ce même groupe à l'exception de deux ou trois joueurs que le coach du Mali Nouhoum Diané va tenter d'aller chercher le trophée à Alger, même si sa mission s'annonce d'ores et déjà difficile.

Nouhoum Diané (58 ans) dirige cette sélection du Mali de main de maître.

Ancien milieu de terrain passé par la Côte d'Ivoire, le technicien privilégie un football offensif.

Passé par tous les grands clubs du pays et notamment l'AS Real Bamako dont il est l'entraîneur actuel, Diané est imprégné du football local et connaît ses moindres secrets.

Du Soudan en Algérie : les quatre participations du Mali

Le Mali a connu sa première participation au CHAN en 2011 au Soudan.

C'est la première fois que le tournoi se disputait à 16 formations après la première édition à 8 en Côte d'Ivoire (2009).

Le Mali perd ses deux premiers matchs (Côte d'Ivoire et

Cameroun) avant un dernier match nul (RD Congo). Les Aigles sont éliminés dès le premier tour.

En 2014, pour sa deuxième participation, le Mali prend déjà la mesure du tournoi.

Un premier tour sans embûches avec 7 points et une première place dans son groupe.

Mais derrière, le Zimbabwe élimine les Aigles en quarts.

Le CHAN 2016 a lieu au Rwanda. Auteur d'une compétition sans faute et après avoir impressionné tous les observateurs, le Mali tombe en finale devant la RD Congo qui s'offre son second titre du CHAN.

Après avoir raté l'édition 2018, le Mali revient en 2020 avec de grandes ambitions.

Au Cameroun, les "Aigles" impressionnent comme 4 ans plus tôt.

Sous l'impulsion de Sadio Kanté ou encore Issaka Samake, les Maliens terminent le premier tour en tête, puis éliminent le Congo et la Guinée avant de tomber en finale.

Au Mali, quatre clubs dominent le championnat depuis des années.

Le Stade Malien de Bamako,

club le plus titré du pays avec 20 sacres.

Il compte aussi une victoire en Coupe de la Confédération en 2009 et une finale de Ligue des champions de la CAF en 1965.

Le Djoliba compte 14 titres tandis que l'AS Real Bamako est le troisième larron avec ses 3 titres nationaux et 10 Coupes nationales.

Au CHAN 2022, le coach des Aigles misera dans sa conquête du titre sur Makan Samabally, formé au centre Jean Marc Guillou, le milieu de terrain de l'AS Real Bamako est un joueur à suivre.

Avec une vision de jeu en grosse progression et une belle qualité de passes, Samabally sera l'une des armes du Mali. L'autre

attraction des "Aigles" n'est autre qu'Ousmane Coulibaly dit "Kallaba" qui a juste 20 ans, il pourrait bien être l'un des joueurs les plus en vue du tournoi.

Un joueur comme le Mali sait en former. En prévision du CHAN, les Maliens ont effectué un premier regroupement à domicile avant d'entamer leur deuxième phase de préparation le 2 janvier avec un stage d'une dizaine de jours à Sousse (Tunisie).

Au programme des matchs amicaux sont prévus contre des sélections nationales ainsi que des clubs tunisiens pour effectuer les derniers réglages.

Une première rencontre amicale contre l'Ouganda s'est soldée par un score nul (0-0).

Fiche pays: Mali (ENCADRE)

La fiche du Mali, aligné dans le groupe D du championnat d'Afrique des nations CHAN 2022 prévu en Algérie du 13 janvier au 4 février:

Palmarès CHAN: 5e participation. Meilleur résultat: finaliste en 2016 (face à la RDC : 3-0) et en 2020 (face au Maroc : 2-0)

Classement Fifa: 45e

Président de la Fédération: Mamoutou Touré

Affiliée à la Fifa: 1964

Affiliée à la CAF: 1963

Principaux clubs: Stade malien, Djoliba, Real Bamako

Qualification: le Mali s'est qualifié aux dépens de la Sierra-Leone (2-1, 2-0)

Sélectionneur: Nouhoum Diamé

Le joueur vedette : Paul Mohamed Kargbo.

Calendrier des matchs du Mali :

16 janvier : Mali - Angola, 17h00, Stade Miloud Hadefi d'Oran
24 janvier : Mauritanie - Mali, 17h00, Stade Miloud Hadefi d'Oran.

C H A N 2 0 2 2

La sélection algérienne A' poursuit sa préparation à Alger

La sélection nationale des joueurs locaux A' poursuit sa préparation au Centre technique national de Sidi Moussa (Alger), en vue de sa participation au championnat d'Afrique des nations de football CHAN-2022 (13 jan-4 fév 2023) en Algérie, a indiqué la Fédération algérienne (FAF).

La journée de lundi a connu le retour de deux éléments à l'entraînement, en l'occurrence le défenseur Chouaïeb Kedad et l'attaquant Aymen Mahious.

Pour sa part, Islam Bakir a débuté les échauffements avec ses coéquipiers avant de poursuivre le travail en solo avec le préparateur physique. La séance a été consacrée essentiellement à plusieurs ateliers techniques où plusieurs gammes ont été travaillées, no-

tamment devant les buts. Le staff technique dirigé par Madjid Bougherra a multiplié les situations de jeu, mais sans recourir cette fois aux rituelles oppositions. Pour son grand retour à la compétition africaine, l'Algérie est logée dans le groupe A dont les rencontres auront lieu au stade Nelson Mandela de Baraki (Alger), en compagnie de la Libye (13 janvier), de l'Ethiopie (17 janvier) et du Mozambique (21 janvier).

Le programme de ce mardi 10 janvier 2023 :

- 17h30 : Séance ouverte aux médias durant un quart d'heure selon le protocole de la CAF.
- 17h45 : Séance vidéo.
- 18h00 : Séance d'entraînement.
- 21h00-23h00 : Soins.

Fiche pays: Mauritanie

La fiche de la Mauritanie, alignée dans le groupe D du championnat d'Afrique des nations CHAN 2022 prévu en Algérie du 13 janvier au 4 février :

Palmarès CHAN: 3e participation, Meilleur résultat : nant

Classement Fifa: 103e

Président de la Fédération: Ahmed Yahya

Affiliée à la Fifa: 1970

Affiliée à la CAF: 1968

Principaux clubs: FC Nouadhibou, Tevragh Zeina FC, AS Douane, ASAC Concorde

Qualification: la Mauritanie s'est qualifiée aux dépens de la Guinée Bissau (1-0,1-0)

Sélectionneur: Abdou Amir Eddine (Comores)

Le joueur vedette : Boddha Mohsine.

Fiche pays: Angola

La fiche de l'Angola, alignée dans le groupe D du championnat d'Afrique des nations CHAN 2022 prévue en Algérie du 13 janvier au 4 février :

Palmarès CHAN: 4e participation. Meilleur résultat : finaliste en 2011 perdue face à la Tunisie (3-0)

Classement Fifa: 117e

Président de la Fédération: Artur Almeida e Silva

Affiliée à la Fifa: 1980

Affiliée à la CAF: 1980

Principaux clubs: Premeiro de Agosto, Petro Atletico

Qualification: l'Angola s'est qualifiée aux dépens de l'Afrique du Sud (2-0, 4-1)

Sélectionneur: Pedro Soares Gonçalves (Portugal)

Le joueur vedette : Joaquim Pacencia.

Groupe D : le programme

Le programme du groupe D du Championnat d'Afrique des nations CHAN-2022 de football, décalé à 2023, (13 janvier-4 février) en heures algériennes :

Première journée (16 Janvier 2023) :

Stade d'Oran : Mali - Angola 17h00

Mauritanie exempte

Deuxième journée (20 Janvier 2023) :

Stade d'Oran : Angola - Mauritanie 17h00

Mali exempt

Troisième Journée (24 Janvier 2023) :

Stade d'Oran: Mauritanie - Mali 17h00

Angola exempt

NOTE : Seul le premier du groupe se qualifie pour les quarts de finale.

LIGUE 2

L'ES Mostaganem cale, le président du club évoque un "passage à vide"

L'ES Mostaganem, en perte de vitesse depuis quelques semaines lui valant d'être rejoint en tête de la Ligue 2 de football (Centre-Ouest) par l'ES Ben Aknoun, traverse un "passage à vide" et ne tardera pas à retrouver ses marques, a assuré mardi sa direction.

"C'est un simple passage à vide auquel sont exposés tous les clubs. Je suis persuadé que mes joueurs vont retrouver leur rythme et terminer en force la phase aller."

Notre prochain match, le dernier de cette première manche, est une aubaine pour ressurgir", a déclaré à l'APS le premier responsable de l'EST, Belkacem Benfriha. Après avoir dominé assez co-

pieusement son groupe pendant près d'une dizaine de journées, la formation de "Mosta" est en train de laisser des plumes depuis quelques journées.

Elle n'a d'ailleurs récolté que cinq points de quinze possibles lors de ses cinq précédentes sorties. Une baisse de régime mise à profit notamment par l'ES Ben Aknoun qui a réussi à rejoindre l'Espérance en tête du classement à l'issue de la journée passée. Le nouveau co-leader n'est autre que le prochain adversaire des Vert et Blanc lors de la 15e et dernière journée de la phase aller, prévue pour mercredi. Cette affiche, qui déterminera le détenteur du trophée honorifique de champion d'hiver, se jouera au stade Mo-

hamed-Bensaïd de Mostaganem à partir de 17h00. "Nous avons opté pour cet horaire afin de permettre aux supporters d'assister en force pour soutenir leur équipe, d'autant plus qu'il s'agit d'une journée ouvrable", a précisé le patron de l'ESM, dont l'équipe a fait son retour en deuxième palier en début de cet exercice.

Pour le même responsable, "le championnat est encore long, et toutes les équipes du haut du tableau possèdent les mêmes chances pour accéder", a-t-il poursuivi. Avant la 15e et dernière journée de la première partie de l'exercice, l'ESM et l'ESBA comptent chacune 30 points, devançant de deux unités seulement les deux co-troisièmes la JSM Tiaret et le SC

Mecheria. Seul le premier accèdera en fin de saison de chacun des groupes composant le deuxième palier en fin de saison, rappelle-t-on.

CHAMPIONNAT AMATEUR

Le mercato d'hiver fixé du 10 janvier au 20 février (FAF)

La deuxième période d'enregistrement (mercato d'hiver) des différents championnats amateurs est fixée du 10 janvier au 20 février 2023, en application de la décision du bureau fédéral du 25 décembre 2022, a indiqué mardi la Fédération algérienne de football (FAF). Cette période concerne les championnats de Ligue 2 (LNFA), Inter Régions (LIRF), régionaux et de wilayas, précise la FAF. Enfin, les transferts s'effectueront conformément aux règlements en vigueur des championnats amateurs.

PUBLICITÉ

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

ولاية الجزائر
المقاطعة الادارية بوزرعة
بلدية بن عكرون
رقم 01 / م ش ! / 2023

اعلان فتح تحقيق الملاعنة و عدم الملاعنة حول

إنشاء و استغلال محل من الصنف الثالث " اطعم سريع "

ان السيد رئيس المجلس الشعبي البلدي ،
- بناء على مراسلة السيد الوالي المنتدب للمقاطعة الادارية لوزرعة تحت رقم 5068 المؤرخة في 2022/12/27 ، في المراده إلى مصالحها بتاريخ 2023/01/04 و المسجلة تحت رقم 08 المضمنة فتح تحقيق عمومي حول الملاعنة و عدم الملاعنة بخصوص طلب السيد: مكيزي محمد محمد لإنشاء و استغلال محل من الصنف الثالث " اطعم سريع " بال محل الكائن بـ: رقم موئس مكتوبين الطريق السفلي بلدية بن عكرون .
و عليه كل المواطنين الساكدين في محور المكان المذكور و الراغبين في إبداء رأيه ، مدعون للتقرير من مصلحة الشؤون الاقتصادية للبلدية أين و سجل لهذا الغرض تحت تصرفهم إبتداء من تاريخ صدور هذا الإعلان في الصحفة الوطنية و لمدة خمسة عشر(15) يوما دون إجبار أيام الراحة القانونية (الجمعة و السبت) .
إبتداء من الى غاية

رئيس المجلس الشعبي البلدي

DK NEWS

11/01/2023

Gr. Centre-Est :

Programme de la 15e journée du Championnat de Ligue 2 de football amateur, groupe Centre-Est, prévu mercredi et vendredi :

Mercredi (14h00) :

HAMRA Annaba - US Chaouia

US Souf - AS Khroub

AS Ain M'lila - IB Khemis El Khechna (Huis clos)

CA Batna - USM El Harrach

JS Bordj Menael - IRB Ouargla

NRB Teleghma - USM Annaba (Huis clos)

E Sour Ghozlane - JSM Skikda

Vendredi (15h00) :

MO Constantine - MC El Eulma

Gr. Centre-Ouest :

Programme de la 15e journée du Championnat de Ligue 2 de football amateur, groupe Centre-Ouest, prévu mercredi à partir de 14h00 :

MC Saida - O Médéa
ASM Oran - RC Relizane
JSM Tiaret - RC Kouba
NA Hussein-Dey - SKAF Khemis Miliana
SC Mecheria - MCB Oued Sly
WA Tlemcen - CR Témouchent
WA Boufarik - GC Mascara
ES Mostaganem - ES Ben Aknoun (17h00)

Classement :

	Pts	J	Pts	J
1. ES Mostaganem	30	14	30	14
--. ES Ben-Aknoun	30	14	28	14
3. SC Mecheria	28	14	28	14
--. JSM Tiaret	28	14	26	14
5. MCBO Sly	26	14	23	14
6. CR Témouchent	23	14	20	14
7. WA Boufarik	20	14	19	14
8. O Médéa	19	14	19	14
--. SKAF Kh. Miliana	19	14	15	14
10. RC Kouba	15	14	15	14
--. MC Saida	15	14	13	14
12. GC Mascara	13	14	13	14
--. NA Hussein-Dey	13	14	12	14
14. WA Tlemcen	12	14	12	14
--. ASM Oran	12	14	4	14.
16. RC Relizane	4	14.		

BELGIQUE : PIRLO CANDIDAT !

Qui succédera à Roberto Martinez en tant que sélectionneur de la Belgique ? En attendant la candidature officielle de Thierry Henry, un autre illustre ancien joueur a décidé de se manifester : Andrea Pirlo. Selon les informations du média belge HLN, confirmées par Tutto Mercato, l'ex-coach de la Juventus a envoyé son CV aux Diables Rouges.

Mais Pirlo est loin d'être favori. Tout d'abord, son passé et son présent d'entraîneur (10e de D1 turque avec le Fatih Karagümrük, ndlr) ne plaident pas en sa faveur. Mais surtout, le poste semble promis à Henry, qui a reçu le soutien de nombreux internationaux belges.

BRÉSIL DES CONTACTS AVEC MOURINHO ?

Un temps présenté comme la priorité du Portugal, l'entraîneur de l'AS Roma José Mourinho n'a pas pris le poste, finalement confié à Roberto Martinez. Et si ce refus s'expliquait par un intérêt pour une autre sélection ? L'ancien international auriverde Carlos Alberto, qui a joué sous les ordres du Special One à Porto, a révélé des contacts entre le technicien lusitanien et le Brésil ! "Je le dis directement, peut-être que Mourinho sera le nouveau sélectionneur du Brésil. Il m'a également proposé d'être son assistant", a expliqué le Brésilien pour le podcast Mundo GV. Mais de son côté, le journaliste de Sky Sports Angelo Mangiante assure que l'ancien coach de Tottenham, sous contrat jusqu'en 2024 avec la Roma, a fermement repoussé les avances de la Seleção malgré un appel de Ronaldo.

ALLEMAGNE MÜLLER VA FINALEMENT CONTINUER

Après l'élimination de l'Allemagne dès la phase de groupes de la Coupe du monde 2022 au Qatar, l'attaquant Thomas Müller (33 ans, 121 sélections et 44 buts) a revu son jugement. Mystérieux par rapport à une retraite internationale, le leader du Bayern Munich est revenu sur ses propos ce lundi en conférence de presse. "J'étais ému après le match, c'était un moment triste. J'y ai réfléchi et j'ai échangé mes idées avec Hansi Flick. L'objectif est de réussir à nouveau. Hansi a beaucoup d'options en attaque. Je suis très détendu sur ça, mais je suis absolument là quand l'entraîneur a besoin de moi", a clamé le Bavarois, qui semble maintenant motivé à l'idée de jouer l'Euro 2024 en Allemagne.



REAL COUP DUR POUR TCHOUAMÉNI

Dans un communiqué publié ce lundi, le Real Madrid a annoncé la blessure d'Aurélien Tchouaméni (22 ans, 14 matchs en Liga cette saison). Le milieu français souffre d'une lésion au mollet gauche qui, selon la presse espagnole, devrait l'éloigner des terrains pendant environ trois semaines.

L'ancien Monégasque, comme le défenseur polyvalent David Alaba, touché au mollet droit, manquera donc la Supercoupe d'Espagne qui débutera avec la demi-finale contre le FC Valence mercredi (20h).

CHELSEA JOAO FÉLIX, C'EST BOUCLÉ !

L'attaquant Joao Félix (23 ans, 20 matchs et 5 buts toutes compétitions cette saison) finira bien la saison à Chelsea en prêt. Ce mardi, le journaliste Fabrizio Romano affirme que le club anglais et l'Atletico Madrid ont désormais bouclé l'opération. L'international portugais est désormais attendu à Londres dans les prochaines heures pour passer sa visite médicale et s'engager avec les Blues jusqu'au terme de l'exercice.

Dans ce dossier, Chelsea a accepté de payer 11 millions d'euros pour un prêt de six mois (sans option d'achat) et de prendre en charge l'intégralité du salaire du joueur, qui va également étendre son contrat avec les Colchoneros jusqu'en 2027 avant de partir.

GARETH BALE CLAP DE FIN !

Fin de carrière pour Gareth Bale ! A la surprise générale, l'ailier de 33 ans, pourtant sous contrat jusqu'en juin 2023 avec le Los Angeles Galaxy, a annoncé sa retraite, en club comme en sélection, ce lundi. Après la Coupe du monde 2022, l'ex-international gallois avait pourtant affiché son intention de continuer à jouer, mais a finalement décidé de dire stop.

"Après une réflexion approfondie et réfléchie, j'annonce ma retraite immédiate du football de club et international. Je me sens incroyablement chanceux d'avoir réalisé mon rêve de pratiquer le sport que j'aime. Il m'a vraiment donné certains des meilleurs moments de ma vie", a-t-il apprécié dans un communiqué. Passé par Southampton, Tottenham, le Real Madrid et donc la franchise de Major League Soccer au cours de sa carrière, Bale a surtout marqué les esprits sous les couleurs des Merengue, avec notamment 3 titres en Liga et surtout 5 sacres en Ligue des Champions.

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

DK NEWS

Édité par la SARL
DK NEWS

Gérant
Mourad Cherbal

Directeur de publication
Smaïl Oulebsir

Directeur de la rédaction
Smaïl Oulebsir

RÉDACTION ADMINISTRATION

«3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger **TÉL.** : 023.38.47.97»

FAX : 023.38.47.95 **EMAIL** : contact@dknews-dz.com - **SITE** : http://www.dknews-dz.com

PUBLICITE : S'adresser à 3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger **TÉL.** : 023.38.48.00
FAX : 023.38.47.95 / **E-MAIL** : contact@dknews-dz.com - **IMPRESSION** : S.I.A.

Pour votre publicité, prière de s'adresser à l'Entreprise nationale de communication d'édition et de publicité - **ANEPE** spa -
1, Avenue Pasteur - Alger - **TÉL.** : 021.71.16.64 / 021.73.71.28 - **FAX** : 021.73.95.59 / 021.73.99.19

CRÉATION DU LYCÉE PILOTE DES ARTS

Combler le vide culturel et artistique chez la génération montante (Tebboune)

Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a affirmé, dimanche, lors de la réunion du Conseil des ministres qu'il a présidé, que la création du lycée pilote des arts avait pour objectif de combler le vide culturel et artistique chez la génération montante.

Le Président Tebboune a mis en exergue dans des orientations générales à l'issue de la réunion du Conseil des ministres que "la création du lycée pilote des arts a pour objectif de combler le vide culturel et artistique chez la génération montante".

Le Chef de l'Etat a donné des instructions à l'effet de faire appel à des enseignants spécialisés et des experts pour former dans les différentes disciplines artistiques jusqu'à l'obtention du baccalauréat artistique, l'objectif étant d'assoir la culture de la

formation dans le domaine de l'art. Il a insisté, à cet égard, sur le rôle important et déterminant du cinéma qui dépasse la notion de divertissement, et contribue à façonner l'esprit de l'individu algérien et de la société en général".

MOUDJAHIDINE

Rebiga reçoit la moudjahida Djamilia Boupacha

Le ministre des Moudjahidine et des Ayants-droit, Laïd Rebiga a reçu, lundi, la moudjahida Djamilia Boupacha, a indiqué un communiqué du ministère. Lors de cette rencontre avec la moudjahida Boupacha, symbole du combat et de la lutte, M. Rebiga a réitéré "l'engagement du secteur, en application des orientations du président de la République,

M. Abdelmadjid Tebboune, à poursuivre tous les programmes au service de la catégorie des moudjahidine et des ayants-droit, notamment le volet relatif à la protection sociale, outre l'intérêt qu'il accorde à la mémoire historique ainsi qu'à tout ce qui sert notre histoire nationale". Pour sa part, Mme Boupacha a exprimé sa fierté quant aux victoires remportées par

l'Algérie à tous les niveaux, souhaitant que "les enfants de notre chère patrie tirent les leçons des sacrifices des prédecesseurs qui ont écrit l'histoire de l'Algérie avec le sang des martyrs pour que vive l'Algérie", selon la même source. A l'occasion de la nouvelle année, Mme Boupacha a souhaité " davantage de prospérité pour l'Algérie", conclut le communiqué.

RETRAITE

La plateforme d'adhésion de la communauté nationale à l'étranger lancée en mars prochain

Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, M. Youcef Chorfa, a annoncé lundi le lancement, en mars prochain, de la plateforme d'adhésion de la communauté nationale à l'étranger au système de retraite. "La plateforme d'adhésion de la communauté algérienne à l'étranger au système de retraite sera mise en service à partir du mois de mars", a indiqué le ministre qui intervenait sur les ondes de la Radio algérienne. Il a ajouté que "notre communauté peut adhérer volontairement à partir de cette plateforme électronique et s'inscrire au niveau de la Caisse nationale de retraite (CNR)", soulignant que "l'adhésion au système de retraite bénéficie également de toutes les prestations en nature de la sécurité sociale, notamment la carte Chifa". Le ministre a également évoqué l'augmentation de l'allocation chômage qui est passée de 13.000 à 15.000 DA, précisant que plus de 300.000 bénéficiaires sont en train de sui-

vre des formations qualifiantes de 3 à 6 mois. Sur un éventuel retour à la retraite proportionnelle, le ministre a indiqué que cette question "n'est pas dans notre programme", rappelant que ce type de retraite a été mis en place durant les années 1990, époque qui a été marquée par une situation économique "exceptionnelle" avec la dissolution de plusieurs entreprises dont le personnel devait être pris en charge. Il a rappelé, à ce propos, que la retraite proportionnelle a été "complètement gelée depuis 2016 et en 2020, il y a eu une modification de la loi pour ramener la retraite jusqu'à 65 ans à la demande du travailleur et à l'appréciation de l'employeur, tout en maintenant l'âge légal à la retraite à 60 ans". Le ministre a, toutefois, relevé que la retraite anticipée "existe toujours pour les entreprises en difficulté économique et financière et qui sont appelées à faire des compressions d'effectifs".

EXTENSION DU MÉTRO D'ALGER

Les travaux de génie civil achevés d'ici mars 2024 (Beldjoud)

Les travaux de génie civil concernant les extensions du réseau du métro d'Alger, Ain Naâdia - Baraki et El-Harrach-Aéroport Houari Boumediene, seront achevés d'ici mars 2024, a annoncé jeudi à Alger, le ministre des Transports, Kamel Beldjoud. S'exprimant lors d'un point de presse tenu à l'occasion d'une visite de travail et d'inspection des projets du secteur dans la wilaya d'Alger, M. Beldjoud a souligné que les entreprises chargées des travaux de génie civil des extensions du réseau du métro d'Alger, Ain Naâdia-Baraki et El-Harrach-Aéroport Houari Boumediene "se sont engagées à terminer entièrement les travaux d'ici mars 2024". Précisant que le taux d'avancement de ces travaux avoisine actuellement les 80%, sur les deux extensions, le ministre a affirmé que "les fonds sont disponibles et toutes les conditions sont

réunies pour réaliser cet engagement". Concernant le système intégral de gestion de ces deux projets qui comprend l'électricité, la ventilation, les télécommunications, ainsi que les aménagements intérieur et extérieur, M. Beldjoud a justifié le retard enregistré dans le lancement des travaux de ce volet par "des facteurs exogènes, notamment la pandémie de Covid-19" qui a retardé le lancement des travaux de 2 à 3 ans". Toutefois, il a indiqué qu'"une décision définitive sera prise concernant le lancement de ces travaux avant la fin du mois en cours", en optant "soit pour un appel d'offre national et international ou pour une attribution du marché de gré à gré à une entreprise nationale". "Le budget pour la réalisation de ce système est disponible et les cahiers des charges sont prêts", a insisté le ministre qui prévoit le début des travaux "après le mois de Ramad-

an" pour réaliser cet engagement". Concernant le système intégral de gestion de ces deux projets qui comprend l'électricité, la ventilation, les télécommunications, ainsi que les aménagements intérieur et extérieur, M. Beldjoud a justifié le retard enregistré dans le lancement des travaux de ce volet par "des facteurs exogènes, notamment la pandémie de Covid-19" qui a retardé le lancement des travaux de 2 à 3 ans". Toutefois, il a indiqué qu'"une décision définitive sera prise concernant le lancement de ces travaux avant la fin du mois en cours", en optant "soit pour un appel d'offre national et international ou pour une attribution du marché de gré à gré à une entreprise nationale". "Le budget pour la réalisation de ce système est disponible et les cahiers des charges sont prêts", a insisté le ministre qui prévoit le début des travaux "après le mois de Ramad-

an" pour réaliser cet engagement". Concernant le système intégral de gestion de ces deux projets qui comprend l'électricité, la ventilation, les télécommunications, ainsi que les aménagements intérieur et extérieur, M. Beldjoud a justifié le retard enregistré dans le lancement des travaux de ce volet par "des facteurs exogènes, notamment la pandémie de Covid-19" qui a retardé le lancement des travaux de 2 à 3 ans". Toutefois, il a indiqué qu'"une décision définitive sera prise concernant le lancement de ces travaux avant la fin du mois en cours", en optant "soit pour un appel d'offre national et international ou pour une attribution du marché de gré à gré à une entreprise nationale". "Le budget pour la réalisation de ce système est disponible et les cahiers des charges sont prêts", a insisté le ministre qui prévoit le début des travaux "après le mois de Ramad-

an" pour réaliser cet engagement". Concernant le système intégral de gestion de ces deux projets qui comprend l'électricité, la ventilation, les télécommunications, ainsi que les aménagements intérieur et extérieur, M. Beldjoud a justifié le retard enregistré dans le lancement des travaux de ce volet par "des facteurs exogènes, notamment la pandémie de Covid-19" qui a retardé le lancement des travaux de 2 à 3 ans". Toutefois, il a indiqué qu'"une décision définitive sera prise concernant le lancement de ces travaux avant la fin du mois en cours", en optant "soit pour un appel d'offre national et international ou pour une attribution du marché de gré à gré à une entreprise nationale". "Le budget pour la réalisation de ce système est disponible et les cahiers des charges sont prêts", a insisté le ministre qui prévoit le début des travaux "après le mois de Ramad-

an" pour réaliser cet engagement". Concernant le système intégral de gestion de ces deux projets qui comprend l'électricité, la ventilation, les télécommunications, ainsi que les aménagements intérieur et extérieur, M. Beldjoud a justifié le retard enregistré dans le lancement des travaux de ce volet par "des facteurs exogènes, notamment la pandémie de Covid-19" qui a retardé le lancement des travaux de 2 à 3 ans". Toutefois, il a indiqué qu'"une décision définitive sera prise concernant le lancement de ces travaux avant la fin du mois en cours", en optant "soit pour un appel d'offre national et international ou pour une attribution du marché de gré à gré à une entreprise nationale". "Le budget pour la réalisation de ce système est disponible et les cahiers des charges sont prêts", a insisté le ministre qui prévoit le début des travaux "après le mois de Ramad-

ASSEMBLÉE POPULAIRE NATIONALE

Exposé sur les dispositions du projet de loi régissant les deux chambres du Parlement

La Commission des Affaires juridiques, administratives et des libertés de l'Assemblée populaire nationale (APN) a écouté, lundi, un exposé présenté par l'enseignante en Droit constitutionnel, Slamani Lila sur les dispositions du projet de loi fixant l'organisation et le fonctionnement de l'APN et du Conseil de la nation ainsi que les relations fonctionnelles entre les chambres du Parlement et du Gouvernement, de même qu'il a régi la relation fonctionnelle qui lie les deux chambres à l'appareil exécutif, afin que le règlement intérieur reste celui qui fixe les modalités de traiter avec les membres du gouvernement.

Dans le cadre de l'examen du projet de loi organique fixant l'organisation et le fonctionnement de l'APN et du Conseil de la nation ainsi que les relations fonctionnelles entre les chambres du Parlement et du Gouvernement, la Commission des Affaires juridiques, administratives et des libertés, présidée par M. Zohir Khelladi a écouté lundi un exposé présenté par l'enseignante en Droit constitutionnel, Slamani Lila, lequel a évoqué les différentes dispositions du projet et les objectifs escomptés", ajoute la même source.

Le débat approfondi s'est également déroulé autour du contenu de l'article 30 qui a fixé les modalités du vote, d'autant plus que le projet de loi a proposé l'insertion de la formule du vote des projets de loi par voie électronique.

Un aspect du débat a porté sur l'article 116 de la Constitution de 2020 qui consacre ce dont jouit l'opposition parlementaire comme droits qui lui permettent une participation effective aux travaux parlementaires et à la vie politique, à l'instar de la liberté d'opinion, d'expression et de réunion. A ce titre, précise le communiqué, les députés ont plaidé pour "la nécessité de respecter la différence dans le point de vue sur la scène politique et à l'intérieur du Parlement, étant un des plus importants titres de la démocratie".

JUSTICE

Des peines de prison ferme requise à l'encontre de Chakib Khelil et de Mohamed Bedjaoui

Le Procureur de la République près le pôle pénal national financier et économique du tribunal de Sidi M'hamed (Alger) a requis, lundi, une peine de 20 ans de prison ferme à l'encontre de l'ancien ministre de l'Energie et des mines, Chakib Khelil et de 12 ans de prison ferme à l'encontre de l'ancien ministre des Affaires étrangères, Mohamed Bedjaoui, avec confirmation du mandat d'arrêt international émis à leur encontre, pour les chefs d'inculpation retenus également contre plusieurs anciens responsables, notamment d'anciens PDG au groupe Sonatrach, pour corruption, dilapidation de deniers publics lors de passation de marchés avec des entreprises étrangères.

Dans la même affaire, une peine de 12 ans de prison ferme a été requise à l'encontre de l'ancien ministre des Travaux publics, Ammar Ghoul et de 10 ans de prison ferme à l'encontre de Farid Bedjaoui, avec confirmation du mandat d'arrêt international émis à son encontre.

Des peines de 10 ans de prison ferme ont également été requises à l'encontre de l'ancien Président directeur général (PDG) du Groupe Sonatrach, Abdelmoumen Ould Kaddour, huit (8) ans de prison ferme contre l'ancien PDG du même groupe, Mohamed Meziane, et l'ancien PDG du groupe Sonelgaz, Noureddine Bouterfa, et quatre (4) ans à l'encontre de l'ancien PDG de Sonatrach, Abdelhamid Zerguine. Dans la même affaire, des peines allant de 3 à 10 ans de prison ferme ont été requises contre d'anciens cadres au ministère de l'Energie et au groupe Sonatrach, assorties d'une amende d'un (1) million de DA contre tous les accusés poursuivis dans cette affaire.